

VOYAGE D'ÉTUDES
MASTER II STRATÉGIES
TERRITORIALES & URBAINES

BARCELONE

2010



VOYAGE D'ÉTUDES À BARCELONE, 16-19 NOVEMBRE 2010
MASTER II STRATÉGIES TERRITORIALES & URBAINES

[HTTP://MASTER.SCIENCES-PO.FR/FR/CONTENT/STRATEGIES-TERRITORIALES-ET-URBAINES](http://master.sciences-po.fr/fr/content/strategies-territoriales-et-urbaines)

SOMMAIRE

JOUR 1 MARDI 16.11

MÉTROPOLISATION & IDENTITÉ CATALANE	6
Le plan stratégique métropolitain de Barcelone	8
L'audiovisuel comme outil de promotion de la culture et de l'identité catalanes	11

JOUR 2 MERCREDI 17.11

GOUVERNEMENTS LOCAUX & GOUVERNANCE	14
L'après-Cerda et les Jeux Olympiques de 1992 : tendances actuelles de la planification à Barcelone	18
La planification régionale en Catalogne : coordination verticale & horizontale	20
Politique de planification urbaine et de logement à Barcelone	22
Le plan stratégique culturel de Barcelone : tendances récentes, projets futurs	25
Le rôle de la culture dans la transformation du centre-ville de Barcelone	28

ÉLECTIONS RÉGIONALES EN CATALOGNE UN TOURNANT POLITIQUE MAJEUR ? 30

JOUR 3 JEUDI 18.11

RACONTE-MOI LE MODÈLE BARCELONNAIS	32
L'ADN économique de Barcelone	34
22@ Barcelona, quartier de l'innovation, et le projet Sagrera	36
Visite du quartier 22@	40
Barcelone, exemple de régénération urbaine ? Le quartier du Raval	42
Le management des fonds structurels européens & leur impact en Catalogne	44
La chute du modèle de croissance urbaine espagnol	46

JOUR 4 VENDREDI 19.11

DE L'ÉTAT CENTRAL AUX ASSOCIATIONS LOCALES	48
La régionalisation espagnole, catalyseur des inégalités territoriales	50
L'Union Européenne en appui aux Communautés autonomes ?	52
Transformations urbaines & sociales : Visite de la Colonia Castells	54
L'AMIC : une association socialement & politiquement engagée	57

BIBLIOGRAPHIE & CRÉDITS 60

AVANT-PROPOS

DÉPUIS L'ORIGINE DU MASTER STRATÉGIES TERRITORIALES & URBAINES, LE VOYAGE D'ÉTUDES DANS UNE MÉTROPOLIS EUROPÉENNE FAIT PARTIE INTÉGRANTE DU CURSUS DES ÉTUDIANTS DE DEUXIÈME ANNÉE.

Ce voyage constitue une occasion unique, en lien avec le projet de formation, d'allier visites de sites et rencontres avec les acteurs stratégiques de ce territoire. La ville de Barcelone et sa région métropolitaine, destination choisie pour le voyage de 2010, a permis à notre groupe de s'interroger sur les fondements d'un projet de développement urbain souvent érigé en modèle, de rendre compte de la spécificité d'un territoire au cœur de l'espace méditerranéen, tout en identifiant les similitudes avec la situation observée dans d'autres métropoles européennes.

4

BARCELONE, VILLE MODÈLE ?

Nombre d'ouvrages ont été consacrés à Barcelone, afin de rendre compte du formidable essor politique, économique et culturel qu'a connu la ville au cours des trois dernières décennies. Pour autant, les événements politiques et économiques récents constituaient une occasion sans précédents de questionner ce modèle barcelonais pour en explorer les ressorts et les limites. Suite à l'impulsion donnée par les Jeux Olympiques de 1992, la ville de Barcelone s'est en effet érigée en ville européenne modèle. Barcelone est tout d'abord une marque, permettant de gagner en visibilité à l'échelle internationale et européenne, pour mobiliser l'ensemble des acteurs de la ville en interne.

Barcelone est ensuite un projet urbain fondé sur un large consensus politique, et deux principaux vecteurs : la culture et l'urbanisme. Enfin, Barcelone est une ville ancrée dans son territoire, qui tente de concilier la modernisation de son patrimoine industriel, et le développement d'activités innovantes. Outre le portage politique, par les élites locales, de ce projet de développement, Barcelone a investi l'ensemble des opportunités offertes par l'Union Européenne, elle s'est éga-

lement érigée en figure de proue de l'identité catalane sans négliger les opportunités offertes par sa position de deuxième ville espagnole.

ET POURTANT...

Plusieurs phénomènes récents ont montré la fragilité d'un modèle de développement apparu au lendemain du retour à la démocratie. Des enjeux économiques tout d'abord, qui touchent de plein fouet les acteurs économiques et financiers, notamment les secteurs bancaire, immobilier et du tourisme, longtemps moteurs de l'économie espagnole.

Des enjeux politiques ensuite, qui ne sont pas propres à la ville de Barcelone, mais traduisent l'effritement du consensus politique forgé au début des années 1980 sous une forme particulièrement exacerbée sur ce territoire. Cette érosion résulte sans doute d'un effet générationnel, de la remise en cause d'un certain pragmatisme dans le pilotage de l'action publique locale, qui a certes facilité un certain dynamisme, mais aussi le développement de liens interpersonnels, de l'informel. De ce point de vue, le recours croissant à des outils de cartographie, de mesure, de quantification, ainsi que le recours au droit, contribuent à stabiliser les pratiques, à rationaliser les modes de résolution des conflits.

Nos visites de sites et les rencontres effectuées pendant ce voyage d'étude ont également montré la montée en puissance d'enjeux sociaux, qui contribuent à la réactivation de clivages anciens et l'émergence de nouveaux enjeux. Plusieurs phénomènes y contribuent : la régionalisation de certaines politiques, comme la santé, la mise en œuvre du biculturalisme dans les politiques éducatives et culturelles, ainsi que l'accueil de populations étrangères notamment, pour ne citer que les thèmes abordés lors de ce voyage. Des enjeux institutionnels enfin se font jour depuis peu. Ceux-ci portent notamment sur l'échelle pertinente d'organisation du territoire

métropolitain, comme le montrent les enjeux spécifiques de coordination de l'action publique, articulant différentes échelles de gouvernement.

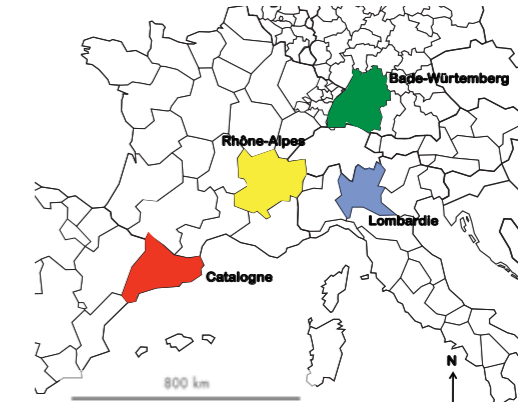
LE COMPTE-RENDU, UN TRAVAIL COLLECTIF

Ce compte-rendu se fait l'écho des débats menés dans le cadre de notre voyage d'étude. Préparés par les étudiants du Master Stratégies Territoriales et Urbaines, ces textes, photos et cartes rendent compte, de manière détaillée, et parfois critique, de chacune des visites et des rencontres effectuées durant notre séjour. A ceux-ci s'ajoutent une série de synthèses, permettant de relier le détail des visites à quelques grandes questions transversales. Compte-tenu du calendrier électoral, une note d'actualité présente les enjeux des élections régionales (automne 2010) et municipales (printemps 2011).

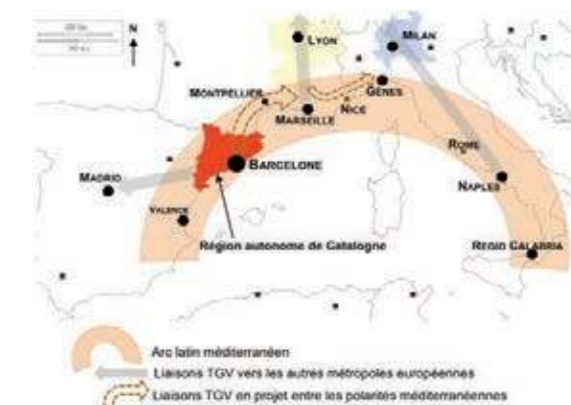
En guise de conclusion, nous remercions chaleureusement l'ensemble des intervenants pour leur disponibilité et pour le très grand intérêt de leurs apports, ainsi que les personnes qui nous ont aidés dans la conception de ce voyage, qu'il s'agisse du choix des intervenants, des visites de site, conseils de lecture : Emmanuel Négrier, Antoine Léonetti, Ariella Masboungi, Julie Médam. Nous souhaiterions enfin remercier l'équipe enseignante du Master STU, ainsi que les étudiants des promotions précédentes pour leurs conseils et suggestions.

Brigitte Fouilland, Responsable pédagogique du master STU & Enseignante à Sciences Po
Charlotte Halpern, Chercheuse FNRS (PACTE/IEP Grenoble) & Enseignante à Sciences Po
Béatrice Susana-Delpech, Secrétaire pédagogique du Master STU

Les régions motrices de l'UE



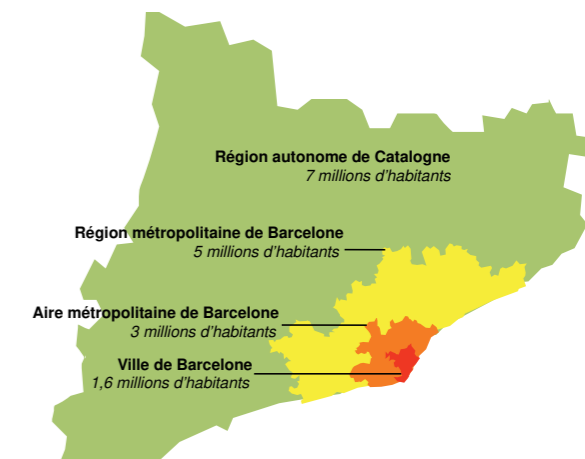
Une capitale sur l'arc méditerranéen



Une des dix-sept Communautés autonomes



Quatre niveaux de gouvernements locaux



JOUR 1 MARDI 16 NOVEMBRE

MÉTROPOLISATION & IDENTITÉ CATALANE

LE RAYONNEMENT MÉTROPOLITAIN DE BARCELONE

Francesc Santacana, en sa qualité de Directeur du Plan Stratégique Métropolitain de Barcelone (PEMB), évoque le phénomène de métropolisation. En effet, depuis le retour de l'Espagne à la démocratie et au cours de son intégration à l'Union Européenne, Barcelone est apparue aux côtés de Londres et Paris comme l'une des métropoles européennes majeures. Ce processus a eu des effets structurants pour la ville et ses habitants. Il s'agit notamment de deux mouvements, tels qu'ils sont identifiés par Oriol Nello (Nello, 2004) : la dispersion des activités et des populations, qui succède à un long processus de concentration, et l'extension territoriale.

La métropolisation apporte des bénéfices, mais également des coûts. Il s'agit d'un mouvement politique dans le sens où différentes municipalités se sont associées sur différents objectifs, par exemple pour répondre à des enjeux qui dépassent les frontières administratives comme les problèmes environnementaux, la ségrégation sociale ou le développement économique. Il est évident que les questions de la culture, de l'enseignement et de la langue sont essentielles pour les deux intervenants. Pour M. Santacana, ces trois domaines représentent des vecteurs de métropolisation de la région barcelonaise.

Le fait que la région soit déjà bilingue s'avère très positif. Cependant, la connaissance d'autres langues étrangères devrait être améliorée, notamment pour le cas de l'anglais. L'enseignement supérieur est identifié comme porteur pour le rayonnement de la région et pour son économie. Dans la même logique, Madame Malaret i Garcia souligne le rôle de la langue dans l'autonomisation catalane, alors que l'identité

catalane reste pour elle une question à part. Le rôle de l'audiovisuel est particulièrement prégnant : les chaînes en langue catalane sont préférées aux chaînes en castillan.

L'institutionnalisation de la métropolisation s'appuie cependant avant tout sur un système d'acteurs complexe qui peut freiner ce processus. Les relations d'acteurs, imbriquées et très politisées, compliquent l'établissement d'une gouvernance métropolitaine.

DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE & CULTURE CATALANE

L'intervention de Francesc Santacana a décrit les objectifs principaux de ce plan, dont la ville s'est dotée en 1987 : identification des opportunités pour l'avenir de la ville, définition d'une stratégie de moyen et long terme et mise en œuvre des objectifs. Derrière la création d'un tel plan et dans un contexte de préparation de la ville pour accueillir les Jeux Olympiques de 1992, ce sont les volontés de placer Barcelone sur la carte mondiale et de pallier le déficit d'infrastructures qui ont primé. À l'époque, l'échelle

territoriale prise en compte était celle de la ville de Barcelone uniquement. L'aire métropolitaine fut ensuite jugée plus pertinente pour mener ces objectifs à bien et s'agrandit en 2001 en incorporant 25 autres municipalités. Suite au vote de la loi de l'aire métropolitaine en 2010, l'aire métropolitaine dispose de compétences obligatoires, ce qui lui donne davantage de force politique.

La présentation d'Elisenda Malaret i Garcia, membre du Conseil Catalan de l'Audiovisuel, a notamment porté sur la question de la relation entre les langues catalane et castillane en Catalogne, enjeu essentiel puisque la région est officiellement bilingue et s'appuie ce bilinguisme pour renforcer son identité régionale. Le statut juridique de la langue catalane est déterminé par trois textes de loi : la Constitution, le statut d'autonomie et la loi de normalisation linguistique. La promotion de la langue catalane se fait, entre autres, à travers le système éducatif et le Conseil Catalan de l'Audiovisuel qui a créé des chaînes dont les programmes sont diffusés en langue catalane exclusivement.

Barbora Borakova, Aurélie Dos Santos



source : PEMB, présentation powerpoint, "Barcelona Strategic Plan", p. 3



Francesc Santacana, Coordinateur général ; Joan Camprecios, Coordinateur adjoint & Maria Cortada, Responsable du cabinet technique

LE PLAN STRATÉGIQUE MÉTROPOLITAIN DE BARCELONE

En 1986, les Jeux Olympiques d'été 1992 ont été attribués à Barcelone. Immédiatement, le maire a voulu utiliser cet événement sportif et culturel dans un but de développement urbain et de promotion de la ville. Le Pla Estratègic Metropolità de Barcelona (PEMB), association privée qui regroupe 36 communes, des administrations et des acteurs économiques et sociaux, s'inscrit ainsi dans une volonté de planification stratégique de la métropole au nom de son rayonnement international.

Selon l'association, l'aire métropolitaine barcelonaise constitue l'échelle pertinente de gestion et de développement de la cité méditerranéenne. Cet espace métropolitain s'étend sur 600 km² et compte aujourd'hui environ 3,5 millions d'habitants. Il s'agit d'un groupement volontaire de municipalités doté de compétences en matière de transports, de gestion des eaux, de développement économique, de promotion immobilière et d'urbanisme.

Les objectifs de l'association PEMB sont clairs : déterminer les opportunités de développement de la métropole barcelonaise avec une vision à moyen-long terme (5 à 10 ans), puis conduire les changements envisagés. La philosophie d'action de l'association est clairement basée sur le partenariat public privé.

Au sein du PEMB, deux antennes ont des rôles bien distincts. L'une est chargée de l'élaboration des plans stratégiques. Cette commission prospective vient juste de faire paraître son plan « Barcelona Visio 2020 ». L'autre organe, la com-

mission stratégique, est chargée de la mise en œuvre des plans.

Ce nouveau plan est le deuxième qui soit d'ambition métropolitaine, le premier ayant vu le jour en 2003 sous l'impulsion du maire barcelonais Joan Clos. Les défis que souhaite relever ce document stratégique sont, entre autres, le développement durable de la métropole, le renforcement de sa visibilité mondiale, l'attraction des classes créatives et, objectif plus atypique, la conservation des activités industrielles par leur modernisation.

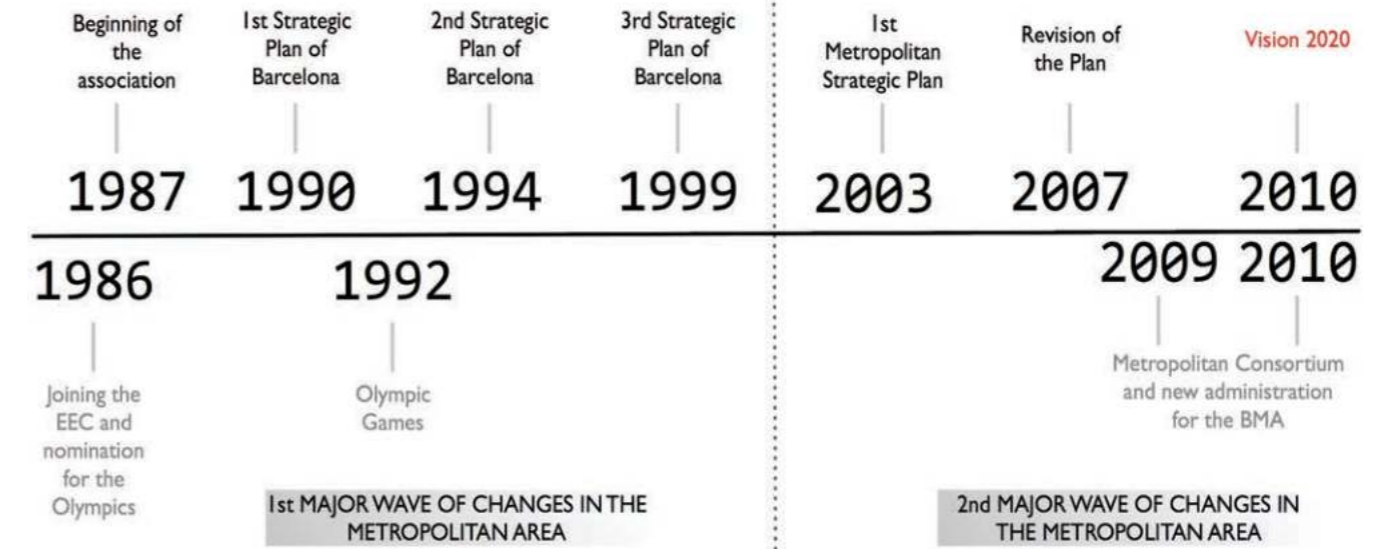
MÉLANGES : PERSPECTIVES POUR UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

Au sujet du rapport entre les différentes échelles administratives, Francesc Santacana rappelle que la région participe directement à l'élaboration du plan stratégique, tandis que l'État n'exerce qu'un contrôle indirect. Ce dernier dispose toutefois d'un levier d'intervention important via la gestion des infrastructures, aéroportuaires notamment, source de conflits.

Concernant la mise en œuvre du Barcelona Visio 2020 dans un contexte post-crise, l'association semble plutôt confiante et affirme que la crise ne fait que confirmer les enjeux identifiés par le PEMB (cohésion sociale, ville durable, professionnalisation).

Concernant la déconnexion entre une ville globalisée et son tissu économique local, Francesc

Chronologie de la métropolisation institutionnelle de Barcelone, deux vagues de changement



À partir de PEMB, présentation powerpoint, "Barcelona Strategic Plan, "The Barcelona Model", p. 9

Santacana pense qu'il n'y a pas lieu de différencier les multinationales des entreprises régionales. Il prend pour exemple l'entreprise SEAT, société mondiale mais très ancrée à Barcelone.

Au sujet de la nouvelle loi métropolitaine, le directeur général du PEMB se dit à la fois confiant et impatient. Il rappelle qu'on compte onze couches administratives distinctes à Barcelone et que cette loi est essentielle afin de clarifier et simplifier les moyens d'action au profit d'un développement équilibré de la métropole.

Enfin, nos interlocuteurs clôturent la conférence en revenant sur différents modèles de développement urbain qui opposent Barcelone à la capitale espagnole. Cette opposition s'explique selon lui par des contraintes physiques très différentes. La ville catalane est limitée géographiquement (montagnes à l'ouest et mer à l'est), ce qui l'a poussée à se développer de manière polycentrique. À l'inverse, Madrid a davantage opté pour l'étalement urbain.

LE PAYSAGE INSTITUTIONNEL : DIMENSION DE GOUVERNANCE OU SUPPORT DE DYNAMIQUES LOCALES ?

La rencontre avec Francesc Santacana et sa présentation du PEMB illustrent une réelle volonté

d'affirmation métropolitaine de l'agglomération barcelonaise, ambition toutefois modérée par l'organisation territoriale actuelle, le PEMB étant pour le moment une instance stratégique plutôt qu'un exécutif urbain. En ce sens, ce sont peut-être moins le contenu et les objectifs du plan qui nous intéressent ici, que ce que nous dit ce document stratégique sur les enjeux institutionnels et politiques que pose la maîtrise du développement métropolitain barcelonais.

Depuis le plan Cerdà, en 1860, l'agglomération barcelonaise a pour principal défi la régulation publique de son propre développement. Alors que, dans les années 70, la fin du franquisme laisse espérer l'institutionnalisation d'un organe métropolitain en mesure de contrôler et d'organiser le développement urbain de la ville, on remarque que les rapports de forces politiques freinent l'émergence d'un échelon décisionnel pertinent. Ainsi, on observe des velléités politiques « horizontales » - entre communes de l'agglomération - mais aussi des conflits intrapartisans « verticaux » - par exemple entre l'organe métropolitain et le maire de Barcelone au sein du PSC. C'est toutefois la Generalitat, gouvernée par le centre-droit (CiU), qui empêchera l'essor d'un contre-pouvoir urbain et socialiste via la suppression de la Corporació Metropolitana de Barcelona en 1987.

Aujourd'hui, ces tensions politiques et institutionnelles se heurtent pour ainsi dire à la réalité urbaine de la métropole ; d'où des éventuels changements législatifs visant à restaurer l'organe métropolitain. Néanmoins, à ce jour, le PEMB nous livre deux explications sur les logiques de gouvernance de Barcelone. Premièrement, on comprend que la stratégie métropolitaine est limitée dans son application par

un pouvoir politique fragmenté, un découpage institutionnel excessif recoupant les oppositions politiques. Deuxièmement, cette gouvernance publique difficile explique les modalités de régulation spécifiques que l'on retrouve à Barcelone et qui contribuent à son rayonnement, à savoir la mobilisation politique et le partenariat public-privé autour de grands projets urbains et culturels.

Niklas Moulin, Antonin Roth,
David Rottmann

LES OBJECTIFS DU PEMB SONT CLAIRS : DÉTERMINER LES OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE, AVEC UNE VISION À MOYEN TERME (5-10 ANS), MISES EN ŒUVRE PAR UNE PRATIQUE DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ.

10

Carte des projets stratégiques en 2010



source : PEMB, présentation powerpoint, "Barcelona Strategic Plan", p. 19



Pr. Elisenda Malaret i Garcia, Conseillère du Conseil de l'audiovisuel Catalan
L'AUDIOVISUEL COMME OUTIL DE PROMOTION DE LA CULTURE ET DE L'IDENTITÉ CATALANES

Après la dissolution des institutions du régime franquiste, une nouvelle Constitution est rédigée. Elle devient la loi fondamentale de l'État espagnol. Parmi les dispositions les plus importantes se trouve la question de la langue et de l'organisation territoriale en Communautés autonomes.

La Constitution de 1978 organise l'État décentralisé et reconnaît la diversité des peuples de l'Espagne. Elle institue donc une forme particulière d'organisation : le modèle des Communautés autonomes. Elle établit deux types de communautés : les régions autonomes et les nationalités. Dix-sept régions autonomes et trois nationalités sont créées. Les nationalités désignent les régions « historiques », qui avaient bénéficié d'un statut d'autonomie pendant la IIe République. Il s'agit de la Catalogne, de la Galice et du Pays basque. La Constitution de 1978 précise que le castillan est la langue officielle de l'Espagne, mais il s'agit d'une langue espagnole parmi d'autres. Les espagnols ont le devoir moral et non l'obligation légale d'utiliser le castillan. Le catalan, le basque et le galicien sont les langues officielles dans leur territoire.

LE CATALAN, « LANGAGE PROPRE À LA CATALOGNE »

En 1979, la Catalogne obtient son premier statut d'autonomie. Elle se dote d'un organe de gouvernement : la « Generalitat », composée d'un Président, d'un Parlement et d'un Conseil exécutif du gouvernement. La Generalitat s'inscrit dans la continuité des institutions catalanes qui exis-

taient avant le régime franquiste. Les premières élections ont lieu en 1980. L'État central édicte, entre autres, des lois-cadres dans les domaines de la culture, de l'éducation et de l'audiovisuel et les communautés peuvent élaborer des lois pour développer et préciser leurs compétences dans ces domaines.

Outre la création et l'organisation des institutions gouvernementales de la Catalogne, le statut d'autonomie confère au catalan le statut de langue officielle de la Catalogne. Il affirme l'existence d'une langue propre à la Catalogne et aux Catalans : « le catalan est le langage propre à la Catalogne ». Langue traditionnelle et historique de la région, il peut être utilisé au même titre que le castillan. D'après les textes, la Generalitat garantit « l'usage normal de la langue ». Ce terme ambigu du point de vue juridique se veut en rupture avec la période franquiste au cours de laquelle l'usage du catalan était interdit. Pendant la dictature, le catalan était exclu du système d'éducation public. L'usage de la langue s'est beaucoup raréfié en milieu urbain. Le catalan était surtout parlé dans les milieux bourgeois et agricoles. La Generalitat a donc entrepris une politique de promotion active du catalan pour inverser cette tendance.

UNE POLITIQUE LINGUISTIQUE ACTIVE DE PROMOTION DU CATALAN

Dès 1982, la Catalogne décide de créer ses propres chaînes de télévision et de radio pour faire pression sur le gouvernement central et mettre fin

11

au monopole de la télévision publique en Espagne. La loi de 1983 crée l'organisation publique « Corporation Catalane de Radio et Télévision et de régulation des services de radio-diffusion et télévision de la Generalitat de Catalogne ». Cette loi autorise les Communautés autonomes à créer une troisième chaîne de télévision. C'est la première rupture avec le monopole de l'État sur la télévision publique. Toutefois, l'État central maintient un contrôle assez fort et participe au financement de la chaîne. De manière générale, la télévision publique en langue catalane a connu un grand succès et constitue un puissant vecteur de normalisation linguistique.

À partir de 1983, la Generalitat a promulgué une série de lois visant à protéger et étendre l'utilisation du catalan dans les domaines d'usage officiel, de l'enseignement et des moyens de communication de masse. Le gouvernement catalan se lance dans une politique de subvention du catalan. La loi de normalisation linguistique de 1983 a pour objectif d'établir l'usage normal du Catalan. Il ne s'agit pas de décourager l'usage du castillan mais de normaliser l'usage de la langue catalane dans tous les domaines et de garantir l'usage normal et officiel du catalan aussi bien que du castillan. Le système éducatif est le principal levier pour étendre l'usage du catalan. Pour garantir la cohésion sociale, il faut un seul système éducatif, c'est pourquoi la Catalogne ne s'est pas dotée d'un système distinct. Toutefois, les élèves doivent maîtriser les deux langues : les cours d'éducation primaire sont donnés en catalan principalement, mais aussi en castillan. À leur sortie du système scolaire, les étudiants doivent être capables d'utiliser les deux langues.

En 1998, une nouvelle loi de normalisation linguistique est promulguée pour renforcer les droits des citoyens. C'est le citoyen qui choisit la langue qu'il veut utiliser. La loi garantit que le catalan et l'espagnol peuvent être utilisés par les citoyens dans toutes les activités publiques et privées mais impose que l'enseignement primaire soit dispensé en langue catalane uniquement. Cette loi prévoit que la langue à la télévision est le catalan mais que les médias locaux

peuvent s'adapter à leur audience. Dans les faits, l'importance de l'utilisation du Catalan varie suivant les télévisions. Le taux est de 90% sur les chaînes publiques et de 35% sur les chaînes privées.

ÉCHANGE AVEC LA SALLE : IMMIGRATION ET LANGAGE CATALAN

▲ L'enjeu de l'immigration ne fait pas l'unanimité en Catalogne. Une teinte de xénophobie émerge dans certaines sphères politiques et une crainte de perte de l'usage de la langue est en train d'émerger. Cela est particulièrement vrai dans le secteur des services de restauration. Il est fréquent que des garçons de cafés immigrés ne parlent pas le Catalan. Une loi récente a été passée sur les conditions d'accueil des immigrants. La Communauté autonome peut octroyer un permis et une autorisation de travailler et examiner la conduite des immigrants. La loi prévoyait également de dispenser des cours de catalan aux immigrants. Un problème est enfin posé par la concentration de migrants dans certains quartiers. Par exemple, l'école du quartier de Santa Catarina compte 80 nationalités.

▲ L'immigration qualifiée est une autre question au regard de la langue catalane. Tout d'abord, la maîtrise de l'anglais est assez médiocre en raison d'une part du système bilingue, mais aussi d'une tradition de l'apprentissage du français jusqu'à récemment. De plus, la question de l'apprentissage du catalan par les immigrants qualifiés se pose, d'une part avec les écoles - de nombreuses écoles étrangères existent -, et d'autre part pour les immigrants eux-mêmes, pour qui des cours sont dispensés, même si la pérennité de cette initiative est menacée par la crise.

▲ Concernant l'exportation de la langue, la Generalitat fait des efforts en soutenant la production audiovisuelle catalane, notamment avec les séries pour enfants. On peut interpréter la politique linguistique active de la Generalitat comme un moyen de recréer et reconquérir l'identité catalane, le catalan étant très peu par-

lé à la fin du franquisme. Le conseil national de l'audiovisuel de Catalogne a donc été créé pour promouvoir la culture catalane hors des frontières de l'Espagne mais aussi mais en interne. Les médias de masse sont l'un des principaux outils de normalisation linguistique avec l'éducation. La création de ce conseil peut aussi être interprétée comme une manière de canaliser les conflits entre l'État central et la Catalogne, qui revendique des compétences et une identité tout en maintenant ses revendications dans le cadre de l'État central.

Jérémie Molho, Florence Tith



JOUR 2 MERCREDI 17 NOVEMBRE**GOVERNEMENTS LOCAUX****& GOUVERNANCE**

modèle Barcelonais qui reposait sur le consensus d'élites politiques et économiques autour de grands projets (cf. Jeux Olympiques). Elle souhaiterait formaliser davantage les rapports qu'elle entretient avec les élites économiques (III). Les mutations et les reconfigurations de l'action publique à l'œuvre en Catalogne et plus particulièrement à Barcelone peuvent être éclairées par l'analyse de deux exemples: la politique de logement et de la politique culturelle à Barcelone.

RATIONALISATION ET ENGAGEMENT DE LA GENERALITAT

La Generalitat de Catalunya est à pied d'œuvre pour rationaliser et formaliser son action, elle semble tourner le dos à un mode de relation assez informel avec les communes. Le relatif laisser-faire des années 1980 et 1990 sous les gouvernements de Jordi Pujol ne semble plus d'actualité. Consciente des ravages qu'a causé le cocktail croissance effrénée, bulle immobilière et communes exsangues, contraintes de se financer sur les investissements privés, la région catalane affiche une volonté de planification très forte. Elle se dote d'outils de cartographie qui lui confèrent une connaissance fine du territoire. Elle réalise des diagnostics de territoire qui lui permettent d'énoncer ses orientations.

La complaisance n'est plus de mise avec les communes, celles-ci doivent se conformer strictement aux textes votés par le Parlement de Catalogne. En renfort de cette forte emprise législative, la Région a mis en place une ingénierie financière qui contraint les communes

à coopérer. La répartition des ressources joue en effet clairement en défaveur des communes qui ne contrôlent qu'un peu plus de 10% des ressources fiscales prélevées en Catalogne. L'addition d'incitations financières aux obligations législatives force les communes à se conformer aux injonctions de la Région. La Région a doublé ce système d'une assistance à maîtrise d'ouvrage qui permet aux communes qui n'ont pas les ressources humaines pour réaliser leur « plan general de ordenacio urbana » de faire appel aux services de la Région.

Cette stratégie assez récente de la Région peut s'expliquer par l'arrivée dans l'administration d'une nouvelle génération d'administrateurs imprégnés de la culture du plan ainsi que par le risque de basculement de majorité aux prochaines élections régionales. Dans le cas d'un changement de majorité, il faudrait que le parlement revienne par des lois sur les orientations édictées par la coalition dirigé par M. Montilla Aguilera ce qui prendra nécessairement plus de temps et d'énergie que si l'action de la Région n'avait pas été formalisée. Aussi, il est peu probable que la nouvelle majorité revienne sur des instruments qui lui permettent un contrôle plus grand des échelons inférieurs.

Cependant, cette montée en puissance de la Région est contestée par certains auteurs qui affirment que la Région est bien plus visible qu'influente et que son action a un rôle assez limité sur les échelons inférieurs (Brugué et al., 1997).

LA LLEI DE BARIS : VERS UNE STANDARDISATION EUROPÉENNE DE L'ACTION PUBLIQUE EN CATALOGNE ?

En matière de logement, la loi des quartiers illustre parfaitement le changement politique et les nouveaux dynamismes présentés. Celle-ci regroupe toutes les caractéristiques de la nouvelle politique de la Generalitat de Catalunya: c'est un projet instauré par une loi dans laquelle

une volonté d'innovation des outils d'action publique est affichée. De plus, le discours est propre à une nouvelle génération européanisée : on impose l'évaluation à mi-parcours, les modalités de financements ne sont pas familières à toutes les municipalités impliquées et surtout, le choix des projets à financer répond à un nouveau mécanisme inspiré du programme d'initiative communautaire URBAN (les municipalités ayant un projet déterminé présentent un dossier qui est examiné par un comité, le choix se fait en fonction d'un nombre de critères prédéterminés) et enfin, la question de la participation des habitants n'est pas ignorée.

À l'aide de cette loi, La Generalitat cherche à susciter des projets de coopération inter-administrative. Elle affirme ne pas s'inscrire dans une vision de leadership, mais insiste sur l'importance de la coopération entre la Generalitat et les différentes municipalités à toutes les étapes du projet : choix, impulsion, exécution, application, suivi. Au-delà de la coopération inter-administrative, la loi traite de coopération intra-administrative pour aider les municipalités à gérer ces projets transversaux qui, sans une bonne gestion, seront difficiles à mettre en place. Sous couvert de gestion inter-administrative, la Région affirme sa présence. Elle établit les règles de jeu, fixe le cadre de fonctionnement et surtout, elle gère les financements. Même si la Generalitat et les différentes municipalités investissent à parts égales dans le fonds de développement des projets de réhabilitation, c'est la Generalitat qui redistribue les fonds. Chaque mairie concernée reçoit 50% du budget. Les projets sont municipaux. Les mairies qui le portent sont responsables devant les électeurs de leur succès; Les règles du jeu sont toutefois dictées par la Région. Ainsi on peut clairement contester la nature « municipale des projets ».

Enfin, il est intéressant de noter, que la loi n'introduit pas comme acteurs les associations de voisins, alors que l'histoire de la politique du

Depuis 2003, le contexte politique à Barcelone est marqué par une domination du Parti Socialiste Catalan à la Generalitat de Catalunya et à l'Ajuntament de Barcelona. Si cette unité doit induire une pacification des relations entre les deux instances, la concurrence entre les deux niveaux est rude. Chaque autorité développe de son côté des outils d'action publiques afin d'étendre et de réaffirmer ses prérogatives. Une opposition nette se dessine ainsi entre la Région qui possède la compétence législative dans des domaines clés comme l'urbanisme, et les communes qui maîtrisent les outils opérationnels comme le permis de construire. Le modèle politique de Barcelone est marqué par ces tensions.

La Generalitat ne semble jamais avoir autant gouverné son territoire, mettant au point une législation très stricte assortie d'incitations financières vitales aux communes dans un contexte de crise et de sous-financement chronique (I). La Generalitat est par ailleurs à l'origine du projet de réactivation du projet de gouvernement métropolitain, un peu plus de vingt ans après en avoir été le principal obstacle.(II) La ville de Barcelone, de son côté, cherche un nouveau souffle au

logement social à Barcelone est marquée par les engagements et les implications des mouvements sociaux et en particulier de la fédération des voisins (FAVB) (Maury & Maujean, 2006).

UN NOUVEL ÉCHELON CONCURRENT ?

L'autre avancée législative réalisée par la Région tient au vote de la loi de l'aire métropolitaine de Barcelone en 2010 qui vise à doter la métropole catalane d'une instance de gouvernement efficace et dimensionnée à la taille des enjeux que doit affronter ce territoire. La création d'une telle instance avait été entreprise à l'initiative de la ville de Barcelone à la fin des années 1980 mais la Région en avait décidé autrement en dissolvant le gouvernement métropolitain naissant. Barcelone ne s'est pas résignée et a continué cette conférence métropolitaine sous une forme hybride non reconnue par la loi. À l'instar de l'association du Plan stratégique de Barcelone, de multiples entités en charge de la gestion de certains services comme l'eau ou les transports ont vu le jour de manière à coordonner des politiques à l'échelle métropolitaine (E. Négrier, M. Tomàs, 2003). En parallèle de la constitution de territoires de services et de stratégie métropolitains, la ville de Barcelone n'a cessé de faire valoir la nécessité d'une échelle de gouvernement métropolitain.

Toutefois le vote de la loi de l'aire métropolitaine de Barcelone à l'initiative de la Région est autant source de crainte que d'espoir pour la ville de Barcelone et son gouvernement, lui aussi menacé par une alternance aux échéances électorales de mai 2011. La ville a le sentiment que l'échelle de Barcelone n'est plus pertinente et qu'il faut la dépasser. Mais cet élargissement pourrait se faire aux dépens de la ville-centre, ce que veut à tout prix éviter Barcelone, prise dans une phase de transition difficile tant sur le plan politique que sur le plan administratif.

UNE VILLE TOUJOURS GOUVERNÉE ET EN MUTATION

Pour autant Barcelone n'abdique pas devant la Région. Dans le domaine de l'urbanisme, sur les

secteurs qu'elle aménage, la ville a elle aussi développé des outils qui lui permettent une maîtrise complète de l'évolution du quartier. Dans le cas du district 22@, elle a créé une entreprise publique pour superviser la transformation de la Ville (Oriol Clos, 2004). Elle s'engage aussi dans des actions qu'elles n'avaient jamais utilisées comme dans le cas du référendum portant sur l'aménagement de l'avenue Diagonal. Ce référendum, qui entraîna la démission de l'adjoint à l'urbanisme, vécu comme un échec par le maire, démontre que le modèle Barcelonais tente de se renouveler. Il traduit la recherche de nouvelle ressource politique comme l'approbation directe des projets par les citoyens.

De plus, la ville de Barcelone revendique des actions dans des domaines déjà couverts par la Région comme la culture et le logement. Dans ces deux secteurs, elle met en place des dispositifs complémentaires de l'action de la Région et tente de trouver une visibilité. Pour cela, elle a recours à des procédés novateurs. Dans le cas de la culture, la ville s'est alliée à la province, niveau infra régional. Ces deux échelons ont créé un Institut Culturel, en charge de la gestion des bibliothèques et de la réhabilitation des friches industrielles. Cette structure ne dépend pas de l'organigramme de la municipalité. Il s'agit d'une agence externe, ce qui lui confère une autonomie et une souplesse qu'elle n'aurait vraisemblablement pas eu si elle avait été conçue comme une direction de la municipalité. La ville, par son action de réhabilitation des friches industrielles en espaces culturels, affirme le passé industriel de la Ville. Elle fait de son héritage un atout pour le dynamisme de son territoire. Cela témoigne de la volonté municipale d'affirmer son rôle sur un secteur peu institutionnalisé et de saisir tous les leviers de son développement.

Cette volonté municipale est aussi visible dans le domaine du logement. La municipalité revendique une action de construction et de réhabilitation de logements sociaux. Elle prétend fournir des logements aux ménages qui disposent de revenus supérieurs à 25 000 euros et qui ne trouvent pas à se loger sur le parc locatif privé.

source : Generalitat de Catalunya, Llei de barris, p. 1



Cependant, par manque de moyens financiers, le nombre de logements reste dérisoire à Barcelone, comme dans le reste de l'Espagne. Le retard accumulé dans ce domaine appelle une action beaucoup plus massive. Les résultats de la ville en termes de logement sont mineurs d'autant que leur politique exclut les personnes les plus nécessiteuses.

Ainsi, on observe que la Ville tente de se positionner et d'agir dans des secteurs qu'elle juge stratégiques. Son action s'inscrit à côté de celle de la Région. La coordination entre les deux échelons n'est ni claire, ni affichée. On observe de part et d'autre l'apparition de nouveaux outils qui traduisent une culture professionnelle commune dans les deux institutions.

Baligha El Hawari, Simon Jahnich



M. Oriol Clos, Architecte en chef de Barcelone L'APRÈS-CERDA & LES JEUX OLYMPIQUES DE 1992 : TENDANCES ACTUELLES DE LA PLANIFICATION URBAINE À BARCELONE

Le rôle de l'architecte en chef est de définir les grandes lignes de l'évolution de Barcelone, qui, encadrée par des montagnes, ne dispose que d'une petite surface (100km²), pour 1,6 million d'habitants. De fait, il apparaît essentiel de pouvoir penser la ville à l'échelle de la métropole, d'autant plus que la continuité urbaine est nettement visible. On observe donc une tension entre les frontières institutionnelles et la continuité du tissu urbain.

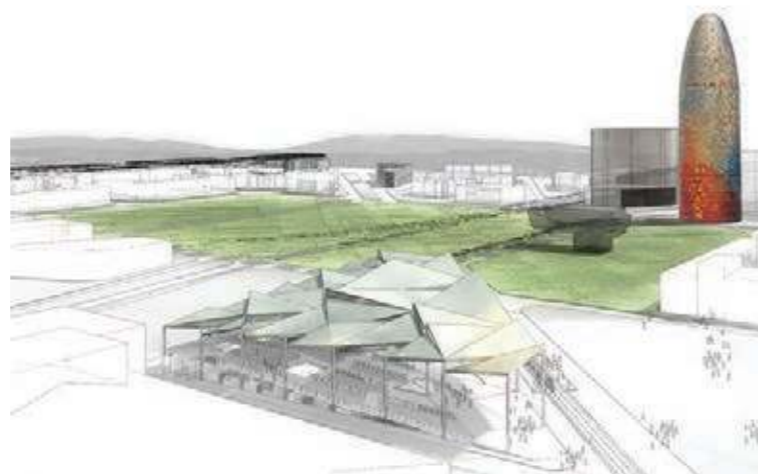
L'installation des romains, la construction du quartier gothique, le plan de Cerda, Gaudi, l'art moderne, le métro. Autant de moments forts de l'histoire de Barcelone qui dessine ce qu'Oriol Clos appelle « un bel accident géométrique », avec lequel la planification stratégique doit aujourd'hui composer. Un travail compliqué davantage par les constructions hâtives héritées d'après-guerre. La fin du franquisme marque, avec le retour des élections libres, une nouvelle étape du travail sur la ville : le renouvellement urbain.

Ce renouvellement s'est opéré en trois étapes. De 1980 à 1986, de petites actions de proximité sont menées pour renforcer le cadre de vie dans de nombreux quartiers. De 1986 à 1992, les actions sont tournées vers l'étape Olympique, qui invite à structurer l'échelle métropolitaine (construction d'une rocade) et à réconcilier la ville et la mer. Depuis 1992, de grandes opérations sont menées (augmentation de la capacité du port, transformation de la Diagonale) replaçant l'échelle métropolitaine au cœur de la réflexion.

QUELLES STRATÉGIES ACTUELLES POUR POURSUIVRE LES TRANSFORMATIONS ?

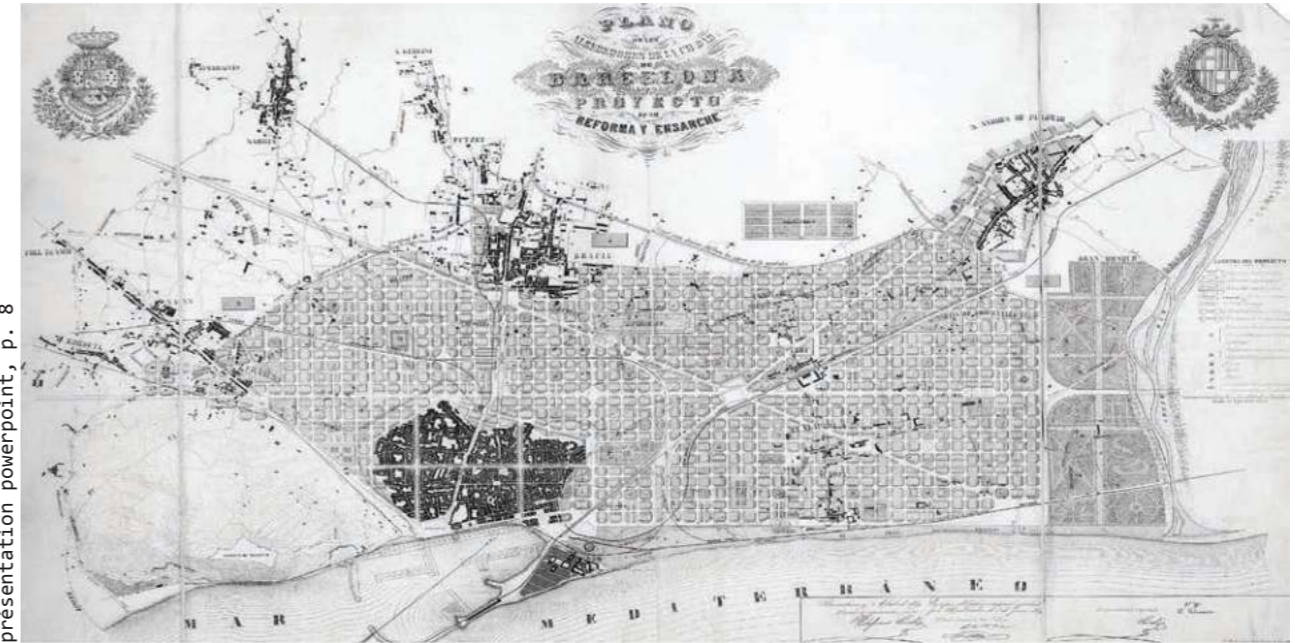
Aujourd'hui, l'action sur la ville de Barcelone s'articule autour de quatre axes:

1. Le développement des transports en commun qui s'appuie sur le Plan de mobilité urbaine. Cela passe par l'amélioration du réseau pour un maillage plus distributif et par l'amélioration de l'offre (nouvelle ligne de métro, tramway, nouveaux bus).
2. Le travail sur les coutures urbaines est aussi central. Cela s'opère notamment par l'ouverture d'îlots fermés dans lesquels des espaces verts et des infrastructures sont implantés.
3. Le développement du logement est encouragé par les politiques urbaines ; entre 40 et 50% des opérations sont des logements protégés avec dans chaque projet un souci de mixité fonctionnelle.



source : Oriol Clos, "Barcelona 2010", présentation powerpoint, p. 55

source : Oriol Clos, "Barcelona 2010", présentation powerpoint, p. 8



4. Les espaces verts, leur protection et leur accessibilité sont aujourd'hui essentiels pour concilier densité et espaces ouverts, d'autant que la pression urbaine est forte. Oriol Clos parle de "vert stratégique".

▲ Le triangle

Aujourd'hui se développe une grande opération appelée « le triangle », dont les angles sont la place de Las Glories (marquée par la tour Agbar), la gare européenne (Station La Sagrera qui est essentielle pour les liaisons entre la ville et le reste de l'Europe), et le forum 2004. Au sein de ce projet, la reconversion des anciennes industries est centrale. La volonté de préserver et de moderniser les activités industrielles (audio-visuel, agro-alimentaire...), représente un parti pris exceptionnel pour une métropole de cette envergure.

▲ L'organisation métropolitaine

Une première organisation avait été détruite pour éviter son utilisation comme contre-pouvoir de la Catalogne et briser les alliances et jeux politiques. Depuis, le manque de structure posait problème, notamment pour la planification. La nouvelle loi métropolitaine va permettre de recréer un espace de débat politique, de trouver un équilibre, de discuter des problèmes et de répondre aux grands défis à une échelle plus pertinente, comme pour les questions de mobilité.

C'est donc une période de transition que connaît actuellement la gouvernance métropolitaine.

LA PRÉGNANCE DU POLITIQUE À BARCELONE

La totalité des projets urbains sont conduits par des institutions publiques (des SEM ou des sociétés 100% publiques). La participation et la concertation privées sont davantage présentes aujourd'hui, mais on perçoit une domination des jeux politiques. De même, la participation des habitants est limitée, et varie selon les projets. En terme de concertation, le cas des travaux prévus pour la Diagonale constitue une expérience édifiante. Le projet qui visait à orienter les axes de transport vers des mobilités douces et des transports en commun a fait l'objet d'un référendum, avec un vote élargi (possibilité de vote dès seize ans et pour les immigrés). Sous la pression de l'opposition, aux deux projets proposés a été ajoutée une option de vote supplémentaire: le refus des deux projets. C'est finalement ce troisième choix qui a remporté le référendum, ce qui a suscité la démission du premier adjoint au maire, et a bouleversé la vie politique, dévoilant ainsi une instrumentalisation politique de la concertation, et mettant en exergue l'influence des « politics » sur la « policy ».

Sophie Havette, Charleyne Lafond,
Sébastien Levrier



Josep Baguena Latorre, Generalitat de Catalunya

LA PLANIFICATION REGIONALE EN CATALOGNE : COORDINATION VERTICALE & HORIZONTALE

Communauté autonome depuis 1979, la Catalogne se distingue du reste du territoire espagnol par des spécificités multiples. Son statut lui donne la possibilité d'éditer ses propres lois en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'architecture. La Catalogne est ainsi un territoire qui a sa dynamique propre dans ces domaines. D'un point de vue géographique, le territoire catalan se trouve confronté à des enjeux conséquents du fait de sa position stratégique au sein de deux axes majeurs (l'axe méditerranéen, d'une part et l'axe de l'Ebre, d'autre part) et de son maillage urbain dense. Cette urbanisation diffuse trouve principalement son explication dans la structuration historique du territoire autour du développement industriel de villes moyennes, de 20 000 à 50 000 habitants.

La Catalogne a été marquée par des bouleversements qui ont eu une influence décisive sur l'élaboration des politiques de planification urbaine. En effet, l'année 1975, avec la fin du régime franquiste, marque un tournant sans précédent et le début d'un renouveau en matière d'urbanisme. Durant ces trente dernières années, c'est l'aire métropolitaine de Barcelone qui a connu les transformations les plus notables. Il s'agissait de repenser une urbanisation qui n'avait bénéficié que de très peu d'encadrement jusqu'alors.

Par ailleurs, la Catalogne revendique des influences européennes et françaises en termes de législation ayant un impact sur l'urbanisation. Ainsi, la « loi des quartiers » constitue un exemple de transposition de normes communautaires et trouve également son inspiration

dans les grandes lignes de la Politique de la Ville française.

Structurée en deux secrétariats (Aménagement du Territoire et Mobilité) et quatre directions générales (Urbanisme, Architecture et Paysages, Aménagement du Territoire, Opérations Stratégiques et Politiques du sol) la Generalitat de Catalunya a choisi depuis 2003 de relever deux grands défis. Tout d'abord en favorisant la mixité des usages urbains, rompant ainsi avec une politique de spécialisation fonctionnelle des villes. Ensuite, en assurant une meilleure gestion du sol, tout en luttant contre le phénomène de l'étalement urbain.

FACE AUX ENJEUX ACTUELS EN MATIÈRE DE PLANIFICATION URBAINE, LA GENERALITAT DE CATALUNYA A MIS EN PLACE UNE « DOUBLE SPHERE », À LA FOIS NORMATIVE ET FINANCIÈRE

La Catalogne est divisée en sept aires territoriales dans le but de faciliter l'élaboration de plans territoriaux partiels. Un plan territorial régional est établi au préalable. Il est ensuite complété par des outils d'aménagement spécifiques (classification des patrimoines industriels, lois sur la montagne et le littoral). À titre d'exemple, on peut notamment citer le plan directeur côtier dont le but principal est d'éviter une conurbation totale du territoire. Par ailleurs, la « loi des quartiers » a quant à elle été mise en place afin de favoriser une meilleure structuration administrative au sein des principales agglomérations du territoire. Il est cependant important de

souligner que ce cadre juridique doit en partie son efficacité à un travail préalable de connaissance pointue du territoire, rendu possible par la mise au point d'outils spécifiques (cartographie).

Les implications financières de la Generalitat de Catalunya sont multiples : elle apporte son soutien financier aux communes qui élaborent leur Plan Local d'Urbanisme; elle a développé un fonds économique pour les questions de Politique de la Ville (notamment pour le volet création et renouvellement d'infrastructures). De manière générale, les outils financiers ont vocation à cibler les zones habitées mais non encore urbanisées (environ 500 000 personnes sont concernées en Catalogne). Il s'agit principalement des portions de territoires construites sous l'ère franquiste. Par ailleurs, les zones particulièrement enclavées sont également concernées par l'intervention financière de la région : les « plans locaux de montagne » prévoient des aides économiques pour assurer le maintien des populations dans des conditions propices au développement économique local. Du fait de leur coût élevé (100 Me par an), ces dispositifs financiers contribuent à légitimer l'action de l'échelon régional dans le traitement de ces questions.

L'ADMINISTRATION CATALANE AU CŒUR DE LA PRÉVENTION ET DE LA RÉGULATION DES CONFLITS

L'organisation administrative de la communauté autonome de Catalogne peut apparaître comme étant à même de prévenir ou de réguler les conflits susceptibles de surgir entre les différents échelons locaux. L'un des rôles essentiels de l'administration régionale est de faciliter la diffusion de l'information auprès des plus petites subdivisions du territoire et ce de manière continue. À ce titre, la Generalitat utilise l'outil

cartographique dans le but d'officialiser l'information et d'éviter de ce fait toute erreur d'interprétation susceptible de conduire à des litiges entre particuliers ou acteurs locaux. Ce souci de régulation des conflits apporte également une justification à la construction d'un « cadre normatif fort et très interventionniste ».

LES DÉFIS À VENIR POUR LE TERRITOIRE CATALAN ?

La Catalogne est, à moyen-terme, confrontée à plusieurs incertitudes. Si la forte structuration administrative des différents ministères de la Generalitat permettra sans doute d'amortir des bouleversements majeurs en cas d'alternance politique à l'issue des prochaines élections, la question du futur impact du gouvernement métropolitain de Barcelone reste aujourd'hui en suspens. Par ailleurs, dans un contexte de persistance de crise économique où les fonds publics sont soumis à des restrictions parfois drastiques, la question de l'adaptation des moyens d'action des Communautés autonomes sur leur territoire est de plus en plus prégnante. Certaines réponses pourraient être apportées par un approfondissement de la coopération transfrontalière qui demeure, aujourd'hui encore, peu développée.

Enfin, la Catalogne gagnerait à dépasser une vision encore trop « statique » du territoire en assurant une meilleure intégration des trois acteurs majeurs que sont l'Union Européenne, l'État espagnol, la ville de Barcelone et en prenant en compte leurs influences respectives sur la Catalogne du XXI^e siècle.

Julie Blanck, Sébastien Romani,
Fanny Tassin



source : Oriol Clos, "Barcelona 2010", présentation powerpoint, p. 58



Jaume Barnada Lopez, Directeur de la planification urbaine et du logement, Institut Municipal de la Planification Urbaine

POLITIQUE DE PLANIFICATION URBAINE & DE LOGEMENT À BARCELONE

Depuis les années 1980, le logement social est une problématique qui guide un grand nombre de politiques urbaines en France. En Espagne, l'État a transféré la compétence du logement aux collectivités sans pour autant établir un cadre stricte d'application (pas de partenariats, d'organismes publics en charge de ces politiques). A titre de comparaison, l'Espagne a construit autant de Logements protégés en 2005 que la France, l'Allemagne et l'Italie réunies. À Barcelone, cette différence se traduit par un faible parc de logements sociaux.

Ainsi, le nombre de logements sociaux (3 380 pour plus d'un million et demi d'habitants, en 2003) équivaut au parc HLM d'une ville moyenne française. Une des explications à ce déficit peut être d'ordre culturel : dans une société où la famille occupe encore une place prépondérante, la collectivité se désengage partiellement des questions d'habitat très souvent prises en charge par le cercle familial. Cependant, ce déficit s'explique également par la nature même du logement protégé barcelonais, qui diffère du logement social à la française en ce qu'il est majoritairement destiné à la vente et s'adresse essentiellement aux classes moyennes solvables.

La ville de Barcelone compte 28% de logements protégés. À titre de comparaison, l'Espagne a construit autant de logements protégés en 2005 que la France, l'Allemagne et l'Italie réunies. La municipalité de Barcelone se voit comme très sociale et souhaite offrir la même qualité de vie à l'ensemble des barcelonais.

Elle ne souhaite pas reproduire l'exemple français à savoir la concentration de logements sociaux à la périphérie de la ville. Ainsi, la plupart des logements protégés de la ville sont disséminés dans le tissu urbain. Néanmoins, la plupart des projets en cours se situe à l'Est de la ville car c'est là que se trouve la majorité des projets de réaménagement (Diagonal, Sagrada Familia par exemple).

LE LOGEMENT PROTÉGÉ : PRINCIPAL MOYEN D'ACTION DES POLITIQUES DU LOGEMENT À BARCELONE

La ville de Barcelone ne fait pas du logement social mais du logement dont le prix à la vente et à la location est protégé par l'État. Ce *logement protégé* n'est pas uniquement à destination des revenus les plus bas mais s'adresse également à la classe moyenne qui rencontre des difficultés à se loger à Barcelone. Pour avoir droit à un logement protégé, un foyer doit avoir un revenu moyen compris entre 25 000 et 60 000 euros par an. Il existe trois régimes de logements protégés s'adressant à des catégories sociales différentes :

- ▲ le régime spécial s'adresse aux familles les plus défavorisées ;
- ▲ le régime général s'adresse aux familles dont le revenu moyen est compris entre 30 000 et 40 000 euros par an ;
- ▲ le régime de concertation est quand à lui destiné aux classes moyennes supérieures.

Les foyers les plus modestes, dont le revenu annuel est inférieur à 25 000 euros, n'ont pas

accès au logement protégé, mais sont pris en charge par un programme social spécifique qui leur offre des facilités de paiement et des loyers beaucoup plus avantageux. Par ailleurs, pour les logements protégés, la priorité est donnée aux personnes les plus fragiles, notamment les étudiants, les moins de 35 ans et les + de 60 ans.

Ainsi, le souci premier du service logement de la ville de Barcelone semble être d'éviter l'éviction des classes moyennes vers la périphérie en leur garantissant une offre de logements adéquate. Le logement des ménages les plus défavorisés ainsi que l'hébergement d'urgence ne relèvent pas de sa compétence et reviennent aux services sociaux de la ville. Le parc locatif social, à destination des ménages les plus pauvres, reste extrêmement limité, et les personnes les plus défavorisées, notamment les migrants, trouvent souvent refuge dans les immeubles vétustes du parc locatif privé.

LE PLAN DE LOGEMENT 2008-2016 DE LA VILLE DE BARCELONE : ORIENTATIONS ET PROGRAMME D'ACTION

Ce plan comprend trois axes prioritaires :

- ▲ La construction de nouveaux logements protégés (environ 2000 par an), qui constitue la mesure la plus coûteuse ;
- ▲ La réhabilitation de logements protégés existants (l'an dernier, 25 000 familles ont profité de logements réhabilités) ;
- ▲ La multiplication des aides financières au logement pour les revenus les plus bas.

Ce plan se veut social, transversal et équilibré. Il prévoit d'effectuer 257 000 opérations (constructions, réhabilitations, etc.) entre 2008 et 2016. Les opérations les plus coûteuses sont les opérations de construction, car elles nécessitent d'acquérir les terrains, de démolir et de financer la construction de nouveaux bâtiments. Aujourd'hui, 40 000 logements protégés et plus de 60 000 logements privés sont en construction à Barcelone. Les objectifs de réhabilitation sont à mettre en relation avec le nombre de logements

1. En 2003, le parc locatif privé de Barcelone représentait moins de 1% du parc immobilier existant, (Maury, 2006).



source : Jaume Barnada Laupez, présentation powerpoint, p. 19

vacants dans la ville, qui s'élevait à plus de 100 000 en 2001 (Maury 2006). Par ailleurs, la ville affiche plusieurs priorités :

1. La mixité sociale : la municipalité cherche à tout prix à éviter de reproduire le modèle français, elle met donc l'accent sur la mixité sociale et veille à ce que les logements protégés soient dispersés dans la ville.
2. L'égal accès des habitants aux services de proximité : la ville tient également à ce que tous les habitants aient un accès égal aux services de proximité. Ainsi, sur le Mont Juic, la construction de logements protégés s'accompagne de politiques d'aménagement plus générales afin de permettre un accès aux services de proximité (écoles, loisirs) et aux transports.
3. Le droit au logement sur le droit de propriété : l'Espagne a une forte tradition de propriété privée.¹ Il y a 10 ans, tous les logements de protection étaient à vendre. Pour fluidifier le marché et permettre l'accès du plus grand nombre au logement, la ville a restreint la vente de logements protégés. Aujourd'hui, seules les personnes expulsées de leur précédent logement pour des raisons urbanistiques ont le droit d'acheter un logement protégé. De plus, lorsque les logements protégés sont à vendre, ce n'est que pour 15-20 ans.

QUI CONSTRUIT ET QUI FINANCE ?

70% du logement protégé est construit par la municipalité, 30% par le secteur privé. La ville peut s'appuyer sur la participation de trois partenaires locaux pour sa construction : le patronat municipal, la région et l'aire métropolitaine. Il existe par ailleurs des organismes de coopération entre la région et la ville. Elle se voit comme le moteur de la construction de logements protégés et estime qu'en multipliant les projets, le privé va progressivement se positionner sur ce même segment et contribuer à la construction de logements.

La ville identifie les projets les plus rentables et simples dans un souci d'équilibre budgétaire. La réhabilitation est mise en avant, moins coûteuse. Pour autant il ne s'agit pas de penser uniquement en termes de rentabilité économique : la réhabilitation (notamment des espaces partagés) répond à de nouvelles normes en termes d'accessibilité. C'est un des exemples d'arbitrage entre « impératifs sociaux et rentabilité économique » qu'évoque Maury (Maury, 2006).

Le secteur public occupe donc une place prépondérante dans le secteur des logements protégés. Si des efforts considérables ont été réali-

sés depuis le début des années 2000, on peut se demander si la municipalité ne gagnerait pas à inciter davantage le secteur privé à investir dans ce domaine. Néanmoins, la situation actuelle nous fait dire qu'un investissement plus important du secteur privé doit s'accompagner d'un encadrement strict et d'un engagement sur le long terme. En effet, avec la crise, on assiste actuellement à un net ralentissement du rythme de construction, faute d'investissements privés, ce qui met à mal les objectifs initialement affichés par le plan de logement.

Imène Achaïchia, Mathilde Mouton



L'ICB, UNE STRUCTURE AUTONOME, UNE POLITIQUE CULTURELLE POUR LA RÉGION

L'Institut Culturel de Barcelone (ICB) gère et produit les politiques culturelles de la ville. La gestion du centre revient pour moitié à la ville et pour moitié à la province. Notre intervenant, Esteve Carames souligne cependant le fait que la structure est indépendante des partis politiques : elle se présente comme une forme déléguée du pouvoir municipal, structure de réflexion et de débat où s'élaborent les politiques culturelles en toute indépendance.

L'allocation des moyens pour la politique culturelle représente 4 à 5% du budget de la ville, qui se situe dans la moyenne européenne. Il semble que dans le futur le budget restera à ce niveau important d'investissement, l'approche des élections ne représentant pas une menace selon Esteve Carames ; la politique culturelle demeurera un axe majeur des politiques urbaines de Barcelone. Ce budget est toutefois moindre par rapport à celui d'une ville comme Madrid, celle-ci concentrant la majorité des projets culturels, et donc des fonds de l'État.

Néanmoins la Catalogne participe à la gestion des politiques culturelles barcelonaises, ce qui n'est pas le cas de la Communauté autonome de Madrid dans le cas précédent. Au niveau métropolitain, la coordination n'est pas encore institutionnalisée faute d'instance entre les deux organismes Generalitat et ICB. Le dialogue existe cependant, note notre intervenant, comme sur les questions de rénovation des friches urbaines.

Esteve Carames, Conseiller en stratégie, Institut Culturel de Barcelone

LE PLAN STRATÉGIQUE CULTUREL DE BARCELONE : TENDANCES RÉCENTES, PROJETS FUTURS

Avec vingt millions de visiteurs par an ces dix dernières années, l'ICB a su devenir un lieu d'attractivité touristique majeur. Mais au-delà de son rayonnement, il se donne pour objectif de jouer un rôle moteur dans le développement social en intégrant à sa programmation des problématiques nouvelles telles que l'immigration. Cet aspect se retrouve dans le Plan stratégique de la Culture.

LE PLAN STRATÉGIQUE DE LA CULTURE, UN CADRE OPÉRATIONNEL POUR LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES CULTURELLES DE LA VILLE

La ville de Barcelone s'est dotée d'un Plan stratégique de la Culture en 1998, renouvelé en 2006. Elaboré par l'ICB, il repose sur un principe fondateur : la culture doit être un axe stratégique de développement de la ville, aux côtés du développement social, économique et environnemental. Ce plan est à la fois thématique et territorialisé. Il reprend quatre grands domaines d'intervention : la création culturelle à travers le travail sur les friches, la culture de proximité avec le développement d'un réseau de bibliothèques important, le patrimoine et l'espace public.

Comme toutes les grandes villes, Barcelone a ainsi cherché à investir dans les friches. En tout, ce sont plus de 30 000 mètres carrés de friches qui ont été transformés en espaces culturels. L'originalité de l'intervention de la ville tient toutefois à sa gestion mixte des sites, en collaboration avec les secteurs de la production

culturelle. Ce secteur s'apparente en grande partie aux artistes et associations, plutôt qu'aux industries culturelles et aux entreprises privées, comme cela peut se retrouver en France ou en Grande Bretagne. Cette gestion mixte a pour objectif de favoriser la co-responsabilisation des acteurs dans la mise en œuvre des projets culturels, logique qui n'intègre pas la logique de rentabilisation comme c'est le cas pour des structures comme le 104 à Paris.

À ce travail sur le tissu urbain délaissé se couple un travail sur le patrimoine de la ville. La ville

la façon dont l'utilisation du sol est pensée. La culture se fait principe d'aménagement, avec un but sous-jacent de promotion d'une culture populaire traditionnelle, qui s'exprime notamment par l'organisation de fêtes populaires dans les espaces publics.

De manière plus innovante, la promotion de l'utilisation de l'espace public s'articule à une politique volontariste de développement d'une culture de proximité. Cette politique passe par l'élaboration d'un maillage territorial fin en



LA VILLE DE BARCELONE A AINSI SU SE Doter des instruments nécessaires à la promotion de la culture. Emprunte d'un certain « traditionalisme », corollaire d'une histoire et d'un patrimoine culturel riches, elle a voulu allier attractivité touristique et reconnaissance d'une spécificité barcelonaise qui devra faire la différence dans la compétition internationale. Mais ce « traditionalisme » est-il toujours en phase avec les enjeux présents et futurs de Barcelone ?

de Barcelone reste dans ce domaine particulièrement « conservationniste », d'une part du fait du lourd passé architectural de la ville, en particulier des œuvres de Gaudí, mais aussi dans sa volonté de réinvestir le patrimoine culturel de la guerre civile. La valorisation des atouts évidents de la ville dans une logique d'attractivité touristique se mêle ainsi à la reconnaissance d'un passé appartenant en premier lieu aux barcelonais.

Par ailleurs, ce travail sur le patrimoine architectural, sa préservation et sa revitalisation se développe en parallèle d'une réflexion sur les espaces publics. L'espace urbain barcelonais est imprégné d'une culture encore forte d'utilisation de l'espace public, dont le plan stratégique a souhaité se faire le promoteur. Face aux aménagements importants que connaît la ville, et aux nouveaux usages liés aux changements sociodémographiques (par exemple la privatisation progressive des cours intérieures des lotissements du plan de Cerda) l'utilisation par les citoyens de l'espace public doit précéder

bibliothèques. À ce titre, les chiffres sont révélateurs : 40% de la population barcelonaise est enregistrée dans les bibliothèques de la ville, contre 7% il y a dix ans. Ces espaces vont bien au-delà de l'espace traditionnel de stockage et d'emprunt : la bibliothèque devient un véritable lieu de vie, ouvert au quartier, que les riverains utilisent dans leur quotidien comme zone d'échange et de sociabilité.

LES POLITIQUES CULTURELLES, UN CADRE OPÉRANT POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA VILLE ? PERSPECTIVES ET DÉBAT.

Pour notre intervenant et dans les objectifs de l'ICB, la culture est un point d'entrée pour traiter des enjeux plus larges du développement économique et social, voire environnemental. La présentation des différents objectifs du Plan Stratégique de la Culture répond à ce besoin d'articulation des enjeux. La revitalisation des friches au même titre que le développement d'un réseau de bibliothèques ou la préservation



des espaces publics répondent à des besoins sociaux en services de proximité, mais aussi de développement économique par la préservation du patrimoine censé permettre le développement du tourisme.

Toutefois, la mise en œuvre de ces objectifs génère un certain nombre d'externalités négatives. Trois enjeux en particulier sont prégnants sur le territoire barcelonais et plus spécifiquement sur le quartier du Raval où est localisé le Centre de Culture Contemporaine de Barcelone (CCCB) : le tourisme, l'immigration et la « gentrification ». Le tourisme génère un certain nombre de nuisances pour les riverains et pose des problèmes en termes d'offre de logement. Esteve Carames explique notamment comment l'ICB défend la proposition de taxer les activités touristiques, proposition qui se heurte aux lobbies du secteur hôtelier. Face à la manne économique que représente le tourisme, l'ICB semble avoir peu de marges de manœuvre. Il entend toutefois jouer un rôle dans la lutte contre le développement d'une forme de « monoculture », écueil des politiques culturelles des villes internationalisées, et défend la promotion d'une culture locale qui respecte les besoins des barcelonais.

Le développement d'une culture locale va ainsi de pair avec la reconnaissance d'une diversité culturelle, en particulier dans une ville comme Barcelone qui accueille des flux d'immigration conséquents. Esteve Carames souligne l'importance de la prise en compte des enjeux de « multi-culturalité » face aux questions d'immigration. Face à l'afflux de populations venant d'Amérique Latine mais aussi d'Asie voir d'Europe de l'Est, notre intervenant parie sur l'« interculturalité » et le soutien du bilinguisme.

Enfin, ces politiques de développement culturel dans des territoires défavorisés sont des facteurs de régénération urbaine. Mais ces politiques ne sont pas sans conséquences, notamment en termes de « gentrification ». À ce sujet, notre intervenant rappelle la diversité des interprétations de ce phénomène, ainsi que les limites des préoccupations sociales du CCCB : il préfère en effet y voir le fait d'une régénération urbaine réussie dans des quartiers devenus plus vivants et plus animés.

En définitive, la ville de Barcelone a su se positionner pour mettre en œuvre une politique culturelle volontariste, qui doit permettre à la ville de faire la différence dans la compétition internationale. L'ICB, par son approche « traditionaliste » rappelle que le jeu de la compétition va de pair avec l'exploitation des ressources locales. Il peine toutefois à se positionner sur des enjeux polémiques, ce qui semble être le prix à payer de l'autonomie accordée par la municipalité.

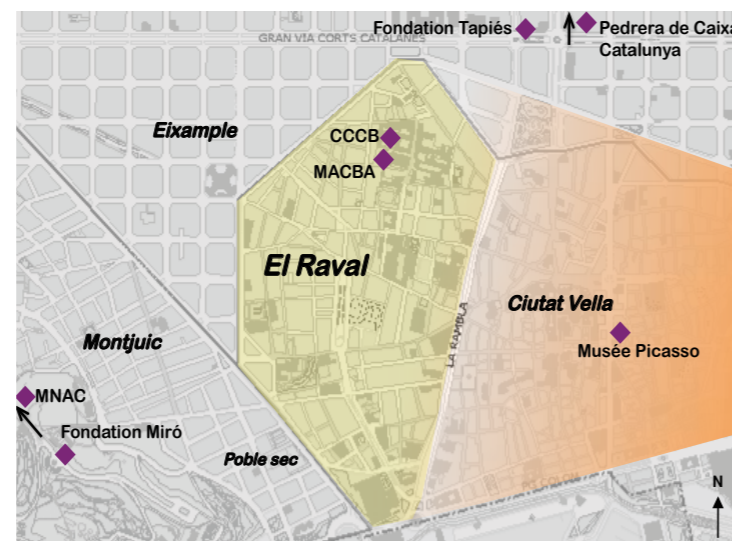
Justine Audrain, Daphnée Priouzeau



Judit Carrera Escudé, Responsable du Centre de Documentation et de Débats du CCCB

LE RÔLE DE LA CULTURE DANS LA TRANSFORMATION DU CENTRE-VILLE DE BARCELONE

Le quartier du Raval, à l'est de la vieille ville



dans le quartier : le CCCB, le MACBA (Musée d'Art Contemporain de Barcelone), le Centre d'Estudis i Recursos Culturals, la faculté d'histoire-géographie de l'Université de Barcelone, et de nombreux ateliers, librairies et galeries d'art. Ces institutions, concentrées dans le Nord du quartier, forment une sorte de « cluster culturel » autour de la Plaça del Angels.

Ces politiques urbaines ont largement contribué au changement d'image du Raval, devenu un quartier branché et touristique. L'arrivée des institutions culturelles a enclenché une régénération économique et sociale du quartier. Elle a permis de l'ouvrir au reste de la ville et d'éviter sa ghettoïsation. Le Raval est ainsi soumis à un double mouvement de population. L'arrivée de classes moyennes a d'une part permis une plus grande mixité tant sociale que fonctionnelle. Cependant, des flux d'immigration intenses

Créé en 1994 à la suite des Jeux Olympiques, le Centre de Culture Contemporaine de Barcelone (CCCB) s'enracine dans la culture civique particulière de la ville, où règne une conscience citoyenne forte. Il a donc fait de l'idée d'espace public, à la fois politique et urbain, son principal axe thématique. Le CCCB revendique la ville comme entité politique et sociale, et non seulement architecturale. Ce parti-pris se reflète dans la programmation du CCCB, qui cherche à faire converger différents publics et disciplines, à promouvoir le débat public et académique sur des questions clés de la société contemporaine et à offrir un espace d'expression aux artistes indépendants de Barcelone.

LA TRANSFORMATION DU RAVAL PAR LES POLITIQUES CULTURELLES

Le CCCB est situé dans le Raval, quartier populaire historiquement situé aux marges de Barcelone à l'époque où la Rambla était un rempart. Cela a marqué son identité, alors même que le quartier se situe en plein centre-ville aujourd'hui. Il a connu dans les années 60 - 70, d'importants flux d'immigration d'autres régions espagnoles. Dès les années 80, il est devenu un quartier défavorisé, refuge des activités criminelles, des trafics de drogue et de la prostitution. Après le retour de la démocratie, la reconquête du Raval devient l'une des entreprises phare de la municipalité dans son entreprise de transformation symbolique de la ville. Elle se traduit par l'implantation de nombreuses institutions culturelles prestigieuses

(55% de ses habitants sont nés à l'étranger) alimentent le maintien de poches de pauvreté. Le quartier demeure aujourd'hui le plus défavorisé de Barcelone, bien que relativement épargné par les tensions sociales et ethniques, ce qui s'explique par l'existence d'un tissu social fort et le caractère très divers des populations immigrées.

LE CCCB DANS LE RAVAL

Le CCCB est animé par un sentiment de responsabilité par rapport au quartier. Il s'efforce de ne pas devenir une « tour de Babel d'intellectuels » mais d'ouvrir ses portes et de devenir lui-même un espace public.

Cette volonté s'exprime tout d'abord par le rôle de « défenseur » du quartier assumé par le CCCB auprès de ses financeurs, la Mairie et la Région. Le CCCB a ainsi créé un réseau d'institutions concernées par l'avenir du quartier, la *Fundació Tot Raval* (<http://www.totraval.org/>). Dans le contexte actuel de campagne électorale, il promeut un manifeste auprès des partis politiques contre les usages politiques de la réputation du Raval et de l'immigration. Le CCCB assume en effet un rôle de théorisation intellectuelle des problèmes que connaît le Raval. La volonté d'ancrage du CCCB dans le quartier s'incarne également dans quelques tentatives de faire participer les habitants dans la vie de l'institution. Le CCCB organise par exemple les fêtes populaires annuelles dans le Raval et prête des salles aux associations de quartier.

BARCELONE ET LA « CULTURE-LED REGENERATION »

La création de grands équipements culturels par la municipalité de Barcelone au lendemain des JO s'inscrit dans la tendance globale de la « culture-led regeneration », observable dans de nombreuses villes (Philadelphie, Glasgow, Bilbao). Les politiques culturelles font désormais partie intégrante des stratégies de développement urbain de ces métropoles. Les projets culturels tels que les grands équipements artistiques, la création de districts culturels ou

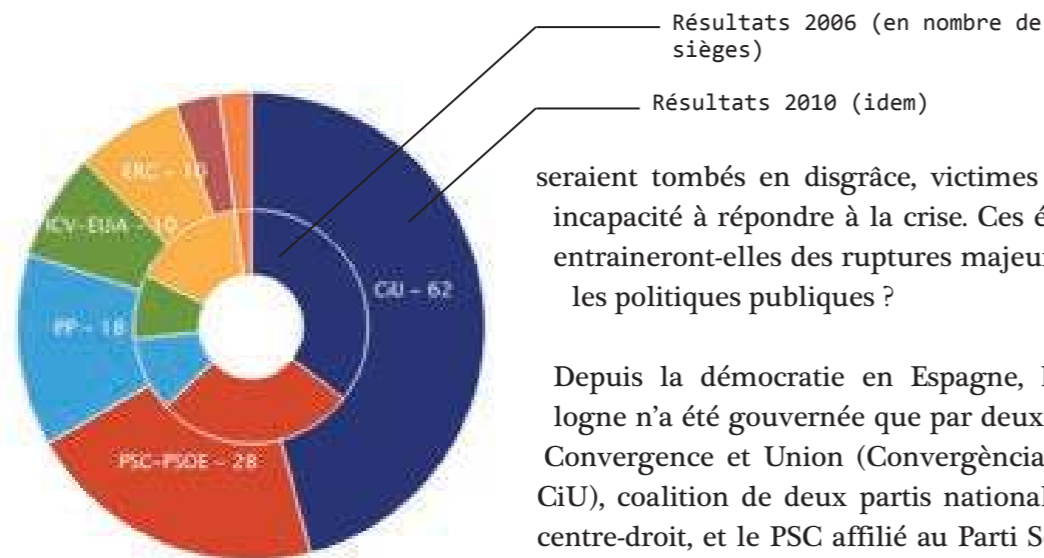
encore l'accueil d'événements internationaux permettent de revitaliser les centres urbains et d'attirer investisseurs et touristes, dans une logique de place-marketing. La mise en place de cette stratégie a permis à Barcelone de bénéficier d'un rayonnement et d'une attractivité touristique sans précédent.

Les politiques de « culture-led regeneration » sont cependant accusées de « muséifier » les centres-villes et de concentrer les financements sur des équipements structurants prestigieux au détriment des besoins et pratiques culturels des habitants. Elles sont guidées par un impératif d'attractivité plutôt que d'inclusion sociale et de citoyenneté locale. La littérature académique leur reproche également de s'adresser aux « classes créatives » et de générer des processus de gentrification, et d'éviction des catégories populaires des centres-villes.

Il semble que Barcelone échappe en partie à ces tensions, esquissant ainsi un « modèle catalan » spécifique de régénération par la culture. Si les institutions culturelles du Raval s'inscrivent clairement dans une logique de prestige international et touristique, la présence d'un tissu culturel de proximité très dynamique (centre civiques, bibliothèques...) permet de contrebalancer cet élitisme. En outre, les élites barcelonaises, proches des associations de voisins, ont été très attentives à trouver un équilibre entre les besoins des habitants et ceux de ces nouvelles institutions. Elles ont ainsi accompagné la transformation culturelle du Raval d'une régénération physique (rénovation du parc de logement, percée d'espaces publics majeurs comme la Rambla del Raval) et de l'implantation massive de services publics et d'équipements sociaux. La gentrification du quartier a bien lieu mais reste confinée à des « poches » microlocales au Nord du quartier, prenant le visage d'un renouvellement démographique lent plutôt que de l'éviction brutale des plus précaires par la hausse des loyers.

Laurie Loison, Eve Robert

ÉLECTIONS RÉGIONALES EN CATALOGNE UN TOURNANT POLITIQUE MAJEUR ?



seraient tombés en disgrâce, victimes de leur incapacité à répondre à la crise. Ces élections entraineront-elles des ruptures majeures dans les politiques publiques ?

Depuis la démocratie en Espagne, la Catalogne n'a été gouvernée que par deux partis : Convergence et Union (Convergència i Unió, CiU), coalition de deux partis nationalistes de centre-droit, et le PSC affilié au Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) au niveau national. Pendant plus de 20 ans (de 1980 à 2003) la vie politique catalane est dominée par l'emblématique Jordi Pujol (CiU). L'alternance n'intervient qu'en 2003, lorsque le PSC remporte la Generalitat de Catalogne grâce à la formation d'une alliance tripartite avec les nationalistes de la Gauche républicaine de Catalogne (Esquerra Republicana de Catalunya, ERC) et les écologistes néomarxistes (Iniciativa per Catalunya Verds, ICV). Un retour du pouvoir aux mains de Convergence et Union, tel que les sondages le prédisaient constituerait plus sur le long terme une continuité des formes historiques du jeu politique en Catalogne qu'une franche rupture.

ENJEUX DE CAMPAGNE

Des tendances assez nettes émergeaient des différents sondages pré-électorales. Tous prévoyaient le net recul du PSC et de ses alliés, promis à une défaite cinglante (perte d'environ un tiers de leurs députés), avec un changement de majorité. À l'inverse CiU était donné largement vainqueur mais sans majorité absolue, ce qui laissait supposer trois scénarios de coalitions : à gauche avec les nationalistes de l'ERC ; à droite avec le Parti Populaire (PP) ; ou encore une grande coalition CiU-PSC.

Le 28 novembre 2010 les catalans votaient pour élire leur Parlement, organe législatif au sein de la Generalitat qui élit le Président de la Catalogne, qui nomme et dirige le gouvernement (le Conseil Exécutif). L'élection porte donc sur des candidats à la présidence, le chef de la formation en tête étant de fait élu pour former le Conseil Exécutif. Les 135 parlementaires sont élus au suffrage universel direct, au scrutin proportionnel, dans quatre circonscriptions : Barcelone, Girona, Tarragona et Lleida.

Au delà de la Generalitat, ce scrutin initie un long processus électoral : depuis les élections municipales, dont celles de Barcelone, jusqu'aux élections législatives nationales, les échéances électorales s'annoncent difficiles pour le gouvernement Zapatero. L'impact de ces élections sur la politique menée à Barcelone dépendra de l'éventuelle reproduction des résultats des municipales ; le Parti Socialiste Catalan (PSC) pourrait perdre la mairie pour la première fois depuis la fin du franquisme.

Pour certains analystes ces élections marquent en effet la fin d'un cycle politique : après avoir gouverné le pays (depuis 2004) et la Generalitat (depuis 2003), le parti socialiste et la gauche

Malgré la grave crise économique la campagne est restée marquée par la question de l'autonomie et de l'identité catalanes. Cela tient pour partie au débat autour du projet d'autonomie élargie, rejeté le 9 juillet par le Tribunal Constitutionnel qui refuse la notion de « nation catalane ». Ce refus a provoqué une importante vague de manifestations à Barcelone et en Catalogne. Ce contexte de débats houleux sur le statut de la Catalogne a conduit le Président sortant à qualifier ces élections comme les « plus importantes de l'histoire de Catalogne », qui « décideront du futur de toute une génération ». La polémique a conservé une place prépondérante dans les débats durant la campagne et peut partiellement expliquer la large montée dans les sondages de la CiU et des petits partis indépendantistes comme Solidaritat Catalana per la Independència (SI) de Joan Laporta.

Le contexte économique et social est de toute évidence l'autre enjeu essentiel de la campagne, illustré par un sondage consacrant le chômage la préoccupation première de 40% des catalans. La coalition sortante a été fortement critiquée dans ce domaine ; la Catalogne durement frappée par la crise est passée derrière Madrid en 2009 (en termes de part dans le PIB total espagnol). En outre la défaite des socialistes qu'annoncent les sondages traduirait en partie l'expression d'un rejet fort de la politique de rigueur du gouvernement Zapatero. D'une certaine manière cette question est liée à la première : l'appartenance à l'Espagne est dénoncée par les indépendantistes comme un frein au développement économique régional, du fait des transferts de ressources impliqués par la péréquation entre Communautés. Enfin les difficultés économiques légitiment les discours anti-immigration de plusieurs formations, dont le PP et la Plataforma per Catalunya (PxC).

RÉSULTATS : LA DÉROUTE DES SOCIALISTES, LA FIN D'UN CYCLE ?

Au soir du 28 novembre les résultats ont largement confirmés les sondages. La coalition tri-

partite de gauche perd sa majorité absolue et le pouvoir. Elle chute lourdement de 50,37% en 2006 à 32,71% des voix en 2010, soit un recul de 70 à 48 élus. Avec 18,32% des voix et 28 députés, le PSC enregistre son score le plus faible depuis le retour de la démocratie.

À l'inverse, la CiU obtient une victoire confortable avec 38,47% des voix, soit 62 députés, ce qui permet à l'économiste Arthur Mas, leader du parti et successeur de Jordi Pujol de prendre la présidence de la Generalitat. La CiU manque la majorité absolue au Parlement de 6 sièges ce qui contrairement aux prévisions ne l'oblige pas à conclure d'alliance : il devrait pouvoir gouverner en cherchant des appuis ponctuels, peut-être en suivant une ligne suffisamment autonomiste pour s'attacher le soutien des petits partis indépendantistes.

Cette défaite cinglante du PSC et de ses alliés peut être interprétée à l'échelle nationale comme un vote « sanction » contre le gouvernement de Zapatero, dont les politiques d'austérité sont particulièrement impopulaires. Le rejet du gouvernement et des partis affiliés au PSOE a aussi profité au PP qui, s'il reste à un niveau traditionnellement bas en Catalogne, réussit tout de même à faire son meilleur score avec 12,33% des voix, soit 18 députés.

Pour autant, il est peu probable de voir ces élections entrainer des bouleversements majeurs dans les politiques barcelonaises, faute de grande opposition idéologique entre les sortants et la CiU. D'autre part, le PSC a pris soin d'inscrire Barcelone dans une dynamique de projets importants, difficiles à remettre profondément en cause sur le long terme.

Manuel Coinaud, Hugues Rousseau

JOUR 3 JEUDI 18 NOVEMBRE

RACONTE-MOI LE MODÈLE BARCELONAIS

32

Ce récit, dont le quartier 22@ souhaite être la concrétisation urbaine, s'articule autour de plusieurs points forts. Les Jeux Olympiques de 1992 tout d'abord, qui ont permis à la capitale de la Catalogne de se positionner comme une ville-monde, tournant le dos à Madrid pour s'ouvrir sur la Méditerranée.

La place décisive des leaders politiques ensuite, qui organisent les transformations de la ville pour garantir une mixité sociale et fonctionnelle. À l'opposé du Canary Wharf londonien, l'aménagement du quartier 22@ illustre cette ambition : ici, pas de quartier d'affaire mais un incubateur d'innovation, pas de salles de marchés mais une série de clusters sur le design, les médias et les industries de pointes. Un véritable « morceau de ville » où les pouvoirs publics s'attachent à garantir la présence de logements sociaux et à favoriser les interactions entre travailleurs et habitants.

La reconnaissance des spécificités de la ville enfin. Loin d'être reniée, la dimension industrielle de la ville est par exemple mise en valeur, transformée en opportunité de développement dans une économie pariant sur les industries de pointes et l'entrepreneuriat local.

UNE FENÊTRE OUVERTE SUR LES « FAILLES » DU MODÈLE

Les croyances dans un « modèle Barcelonais » se trouvent encore renforcées par les dynamiques de différenciation de la ville par rapport aux autres communes, espagnoles et catalanes ; elles ont été particulièrement fortes dans la période récente de crise économique. En effet, on n'a eu de cesse d'en minimiser les impacts à Barcelone et de rappeler, au contraire, la force d'attraction et la capacité d'investissements soutenus de la métropole catalane - qui se distingue de fait du reste de l'Espagne et de sa région métropolitaine, durement touchées.

Les discours alimentent donc l'idée d'une exemplarité et d'une singularité barcelonaise. Ils les rendent d'autant plus visibles qu'ils masquent une autre réalité, autre face de la même pièce. L'attractivité de la ville a pour contrepartie l'in-

UNE VILLE EXISTE AVANT TOUT PAR LE DISCOURS PORTÉ SUR ELLE. LES CATALANS L'ONT BIEN COMPRIS, DANS UNE VILLE OÙ LA MISE EN RÉCIT DU « MODÈLE BARCELONAIS » EST OMNIPRÉSENTE. MAIS CE RÉCIT CONTRIBUE AUSSI À ÉCLIPSER D'AUTRES ÉLÉMENTS DE LA RÉALITÉ MÉTROPOLITAINE, NÉCESSAIREMENT PLUS COMPLEXE.

source : Oriol, présentation powerpoint, p. 1



33

fluence croissante des investisseurs et des spéculateurs. La transformation du quartier Diagonal Mar, autour de la construction de tours de logements et d'un imposant centre commercial suite au Forum des cultures 2004, en est assez emblématique.

Or ces mutations fonctionnelles et urbaines ont des effets négatifs sur certaines populations (immigrés, jeunes couples), accélérant le creusement des inégalités socio-économiques et faisant émerger de nouveaux phénomènes

d'exclusion. La gestion des écarts croissants de richesse entre groupes sociaux (Diagonal Mar), les déplacements de population et les perspectives de gentrification (le quartier du Raval), le développement de la vacance et de la suroccupation dans les logements ou encore le passage d'une ville de propriétaires à une ville de locataires (Marisol Garcia) sont de nouveaux enjeux inhérents au « modèle barcelonais », et soigneusement écartés par les discours de façade.

Marine Bourgeois, Nicolas Rio



Mario Rubert, Directeur de la Promotion économique internationale de la municipalité de Barcelone

L'ADN ÉCONOMIQUE DE BARCELONE

Barcelone se caractérise par une forte densité (1,6 millions d'habitants sur 99 km). Cela représente à la fois une contrainte et un atout pour la compétitivité de la ville, nécessitant une attention particulière. L'aire urbaine de Barcelone, qui regroupe 9% de la population espagnole, est la première place économique du pays, totalisant à elle seule 17% du PIB, 30% des exportations, 20% des PME et 15 à 30% des IDE. Elle se classe systématiquement, depuis dix ans, dans les cinq premières villes européennes choisies par les entreprises pour s'implanter. La ville est également une destination touristique majeure, la quatrième en Europe, le nombre de touristes ayant été multiplié par six depuis 1992 atteint 12 millions de visiteurs par an aujourd'hui.

Mario Rubert souligne à quel point les Jeux Olympiques de 1992 ont constitué un tournant et joué un rôle d'accélérateur dans le développement économique de la ville et sa transformation urbaine : 70% des investissements réalisés ont servi à améliorer ou créer des infrastructures, contre 30% pour les équipements sportifs à proprement parler. Les enjeux actuels du développement économique sont d'autant plus importants qu'il s'agit de maintenir cette position acquise par volontarisme, alors même que l'argent disponible pour investir se fait plus rare.

LE MODÈLE BARCELONAIS, À LA CROISÉE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Quels sont les moteurs de la compétitivité de la ville, ie. les éléments du modèle barcelonais ?

▲ Une localisation stratégique

Barcelone est située sur un couloir transnational allant de l'Espagne à l'Italie en passant par la France, ce qui lui permet d'accéder aux marchés en Europe et en Méditerranée (Barcelone étant par ailleurs le siège de l'organisation Euromed). De plus, Barcelone entretient des liens étroits avec les pays d'Amérique latine et son port constitue une porte d'entrée sur l'Europe depuis l'Asie.

▲ L'industrie, pilier de l'économie barcelonaise
L'industrie a gardé une place importante dans l'économie de la ville (20% de son PIB), avec une volonté de monter dans l'échelle de production de valeur (de l'industrie pharmaceutique aux biotechnologies, du textile à la mode, de l'industrie automobile à l'aéronautique) en s'appuyant sur le tissu de fournisseurs existant. Le quartier 22@ était ainsi appelé le petit Manchester, et malgré une reconversion importante, une volonté de préserver le tissu industriel est affichée. À l'inverse, le secteur de la construction et de l'immobilier ne représente que 6% de l'activité, contre 16% dans le reste de l'Espagne, l'impact de la crise est donc en partie atténué. La ville suit une stratégie de diversification économique tout en sélectionnant des secteurs d'excellence où elle peut se distinguer.

▲ Le développement urbain, moteur de l'économie

L'urbanisme est considéré comme un instrument du développement économique. La municipalité souhaite privilégier la mixité des fonctions (logement, infrastructures publiques,

bureaux, commerces) dans chaque quartier et éviter une trop forte spécialisation. Ainsi la législation contre les grandes surfaces est très restrictive. Le commerce de proximité doit se développer partout. Une telle politique de développement urbain présente des avantages certains : elle encourage l'innovation (les entreprises préfèrent s'installer au cœur des villes), promeut le développement durable (en limitant le besoin de déplacements), permet la cohésion sociale (absence de ghettos grâce à une répartition équilibrée des équipements publics et du logement social) et garantit la sécurité (Jacobs, 1961) qui affirme que le meilleur éclairage dans une rue est celui d'un magasin ouvert, et la meilleure police est un propriétaire devant son magasin). De plus, la ville offre une bonne qualité de vie (taille humaine, offre culturelle, éducation, soins, sécurité) qui permet d'attirer les entreprises et ambitionne aussi de les ancrer sur le territoire.

▲ Une collaboration public-privé dynamique

La coopération public-privé, portée par un entrepreneuriat catalan dynamique et des pouvoirs publics volontaires, repose sur l'association du privé à l'élaboration du plan stratégique métropolitain et à la promotion économique de la ville. Par ailleurs, Barcelone possède une réelle capacité d'innovation et d'investissement qui ne s'est pas démentie depuis les JO (cf. par exemple le projet actuel de gare intermodale « SAGRERA » pour les lignes à grande vitesse). Ces actions se réalisent dans un souci de maintien de finances publiques saines : la dette publique par habitant est sept fois moins élevée qu'à Madrid.

UNE REPRÉSENTATION ATTRACTIVE POUR UNE RÉALITÉ EN DEMI-TEINTE

Cette présentation montre qu'il existe bien une promotion active de la ville qui se fonde sur certaines représentations, à savoir la construction d'un modèle barcelonais englobant (économie, politiques urbaines, acteurs, localisation) avec des caractéristiques internes mises en cohérence *a posteriori*, mais aussi sur une rupture assumée avec le modèle de ville capitale de Madrid. Il

apparaît aussi que la municipalité a su développer des compétences de marketing urbain personnalisé (en produisant un discours en partie standard et en partie adapté à l'auditoire) afin d'attirer les investisseurs et de vendre le « produit » Barcelone. On peut toutefois s'interroger sur la singularité de ce choix qui met en avant, comme beaucoup d'autres, sa localisation stratégique, la diversification de son économie ou la nécessité de créer une mixité fonctionnelle.

La confrontation de ce modèle enthousiaste avec les faits incite sans doute à un peu plus de réserve. Le quartier 22@, censé être à la pointe des politiques de développement économique et urbain de la ville, ne se caractérise pas réellement par une grande mixité fonctionnelle ou sociale, et les industries existantes n'ont pas été particulièrement valorisées. Quant aux mutations de l'industrie, on peut se demander si les emplois qu'elle crée correspondent à ceux qu'elle détruit, notamment pour les seniors qui auront plus de mal à bénéficier d'une formation pour se reconvertir, et compte tenu du fait que le chômage à Barcelone est déjà élevé (12%). De plus la capacité d'investissement et la bonne santé affichée des finances publiques sont sans doute à tempérer dans un contexte de crise et au vu de la dépendance financière qui persiste vis-à-vis de l'État central.

Alice Delzant, Margot Espalieu



Marc Sanmarti, Responsable du Secteur stratégique du projet 22@Barcelona

22@BARCELONA, QUARTIER DE L'INNOVATION, ET LE PROJET SAGRERA

En 2000 la ville met en place une nouvelle stratégie de développement urbain, afin de placer Barcelone au sein du réseau métropolitain européen. Cette stratégie s'inscrit dans la continuité de l'organisation des Jeux Olympiques en 1992 par la ville, qui a mené à un aménagement novateur (projet du Forum 2004 et de la Sagrera AVE) comportant notamment le projet 22@Barcelona. Ce dernier se concentre essentiellement sur la réhabilitation de Poblenou, ancien quartier industriel en voie d'abandon, situé au Sud-Est de la ville dans le district de San Marti.

La municipalité donne donc naissance au projet 22@, dont l'objectif est d'insuffler une nouvelle forme de développement économique au quartier Poblenou en misant sur les industries créatives. Cette notion est restée délibérément floue dans sa définition afin de viser un panel d'entreprises le plus large possible. Les industries créatives peuvent néanmoins être définies comme des industries culturelles utilisant les arts ou les technologies de l'information et de la communication afin de répondre aux nouveaux besoins des consommateurs (Hartley, 2005).

Avec une surface de près de 200 hectares, 22@Barcelona entend créer un quartier compact, doté d'une mixité fonctionnelle et sociale qui conserve son héritage industriel. Pour ce faire le projet est construit autour de 3 axes majeurs :

▲ L'innovation urbanistique

Un travail sur l'environnement physique du quartier à été mis en œuvre. Il se caractérise

principalement par le recours à l'urbanisme et à l'architecture, notamment par la construction d'édifices emblématiques comme la tour Agbar de Jean Nouvel. 22@ s'illustre principalement par une architecture moderne, avec des immeubles de grande hauteur. Le développement des infrastructures constitue également une part importante du projet. En effet, tout comme dans les autres quartiers de la ville, une véritable réflexion autour des questions relatives aux transports et à la mobilité a été menée. Afin d'améliorer l'accessibilité du quartier, l'avenue Diagonal, l'une des grandes artères de Barcelone, a été prolongée. Le quartier est par ailleurs bien desservi en transports en commun (métro, tramway). De plus, il privilégie des modes de déplacement respectueux de l'environnement avec des trottoirs plus larges pour les piétons et la création de pistes cyclables.

Le quartier 22@ vise la préservation du patrimoine industriel présent sur le site, obtenant ainsi une mixité du bâti, la modernité des tours cohabitant avec les bâtiments du XIXe siècle. Dans ce but, un plan spécial de protection du patrimoine industriel de Poblenou a été mis en place, comprenant la conservation de 114 bâtiments.

▲ L'innovation économique

Dans un contexte de concurrence économique internationale, le district 22@ se revendique comme un quartier économiquement innovant. La mise en place d'un pôle innovant spécialisé dans la recherche, le design, la culture ou encore l'audiovisuel tend à positionner Barcelone

comme un territoire attractif pour les entreprises et les capitaux étrangers. Le district 22@ donne également les moyens à Barcelone de se faire une place parmi les métropoles européennes de premier plan.

L'innovation doit être suscitée via des interactions entre différentes institutions (gouvernement, universités, industries) de même secteur ou de secteurs complémentaires. Aujourd'hui on compte près de 502 entreprises localisées à 22@, soit une augmentation de 44% en un an.

▲ L'innovation sociale

Elle se décompose en deux types d'actions. Un volet de l'innovation sociale s'adresse aux professionnels du quartier, avec le développement de réseaux formels et informels censés intensifier l'innovation des entreprises sur le territoire. 22@Network vise ainsi à regrouper les associations d'entreprises et les institutions présentes au sein de 22@Barcelona. Le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication tient une place centrale pour ce premier aspect de l'innovation sociale, notamment par le biais de 22@urban lab, véritable laboratoire de projets.

Le deuxième public visé par les initiatives d'innovation sociale est les habitants, avec notam-

ment le projet 22@Digital District, dont l'un des objectifs est de favoriser le développement et l'usage des nouvelles technologies telles qu'internet, en proposant par exemple des cours d'initiation ou de perfectionnement. De plus, un soutien est apporté aux initiatives accomplies par les habitants du district.

22@BARCELONA, ILLUSTRATION D'UNE DÉMARCHE DE PROJET COPRODUITE

Si le projet peut sembler de prime abord guidé par le secteur privé, propriétaire du foncier, les acteurs publics ne sont en réalité pas en reste. Une gouvernance du projet s'est établie, sur la base d'une coproduction entre acteurs privés et publics.

En 2000, la ville de Barcelone crée une société privée municipale, 22@Barcelona SA, chargée de gérer le site pour le compte de la mairie. Celle-ci gère directement les six secteurs du projet, et détient la capacité d'approbation des différents plans de restructuration. 22@Barcelona SA est l'interlocuteur des investisseurs et promoteurs privés, et pilote l'aménagement du site (aménagement de 35 km de voirie, acquisition de 240 000 m² de terrain et leur transformation en espaces verts, logements, équipements



source : présentation 22@, "The Barcelona's eastern transformation", p. 12

divers). Par ailleurs, elle est en charge de la promotion du site et de la prospection d'entreprises nouvelles.

La municipalité a accordé au secteur privé un changement du plan général métropolitain (PGM) sur la zone de 22@ Barcelona. Par la modification du statut de l'aire, jusqu'à présent classée « industrielle en zone urbaine d'activités productives », le district peut désormais accueillir des bureaux. De plus, la municipalité a accordé une augmentation de la densité autorisée (coefficient d'occupation des sols passant de 2 à 2.2 pour les activités productives, 2.7 pour les activités "22@" et 3 pour l'habitat social), à quoi s'ajoute une augmentation de la hauteur autorisée des tours. En échange, les promoteurs cèdent 10% de leur terrain à la municipalité, ce qui a permis la construction par les pouvoirs publics de nouveaux équipements, de logements sociaux et d'espaces verts au sein du cluster.

Par ailleurs, les propriétaires fonciers ont financé une partie du Plan spécial d'infrastructure. 22@ bénéficie ainsi des services de réseaux les plus performants de la ville (électricité, télécommunications, climatisation centralisée et recueil pneumatique sélectif de déchets). La commune a pour sa part investi 180 millions d'euros dans le plan.

Le rôle des acteurs publics est profondément lié à celui des acteurs privés. Présente à travers la société 22@Barcelona SA, la municipalité n'en demeure pas moins un acteur discret dont le rôle est plus d'animer et d'accompagner les initiatives privées que de les diriger. Les pouvoirs publics sont donc fédérateurs dans ce projet, veillant à l'application des règles promulguées, mais ne peuvent penser le projet qu'en lien étroit avec les volontés du secteur privé. Le projet de cluster du 22@Barcelona est caractéristique de la « démarche de projet » co-construit.

LA FLEXIBILITÉ, ATOUT DU PROJET ?

L'acteur public n'est pas exclu de cette production collective mais donne le sens de l'action, une vision d'ensemble, plutôt qu'une définition précise du projet. Cet urbanisme de projet repose sur une itération constante entre les « horizons d'attentes » autour duquel l'acteur public fédère l'ensemble des parties prenantes et le projet concret, « espace d'expérience ». La mobilisation des ressources s'effectue au fur et à mesure de l'avancement du projet: le processus ne vise donc pas la linéarité mais l'efficacité et la réactivité. Que cela soit dans les formes urbaines, la gestion, les outils utilisés (multiplicité de plans dérivés existants sur le secteur) ou les acteurs intervenants, le projet de réhabilitation



source : présentation 22@, "Media & ICT Cluster: 2006-2010", p. 35

de Poblenou repose sur une complète flexibilité. De la sorte, si la mairie a défini l'aménagement de six secteurs stratégiques, l'aménagement du reste du cluster est dépendant des investisseurs privés.

Il y a donc un besoin mutuel des deux secteurs, et la flexibilité du cadre du projet permet une interaction constante entre acteurs publics et privés afin que le développement du projet réponde à une vision d'ensemble du développement de 22@Barcelona, tout en étant approprié par chacun.

Ce modèle peut cependant être interrogé à l'aune de la crise économique actuelle, où les capacités de financement du secteur privé sont fortement amoindries. Ce compromis « gagnant-gagnant » risque d'être fortement freiné voire de ne plus fonctionner si le secteur privé se désinvestit de l'aménagement du cluster 22@ Barcelona.

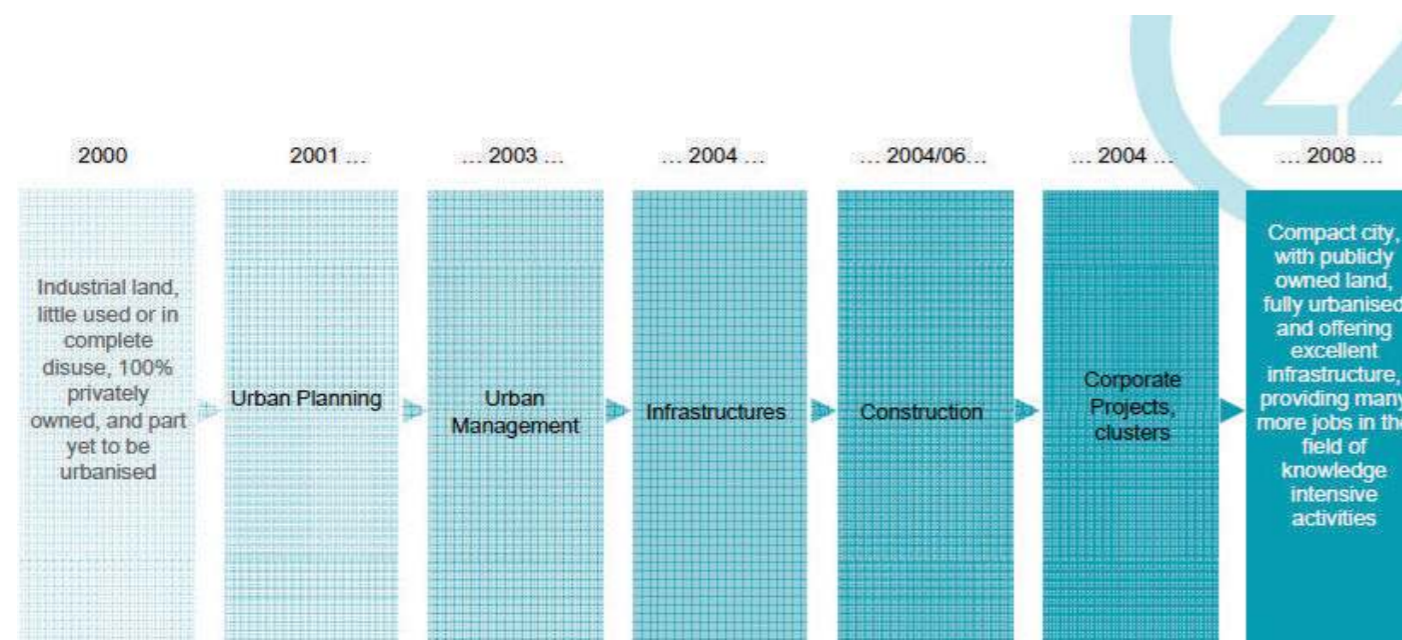
LES ENJEUX DE LA MIXITÉ FONCTIONNELLE

Par ailleurs, le projet met en exergue une certaine ambivalence autour des questions relatives à la spécialisation économique ainsi qu'à la mixité fonctionnelle. En effet, d'une part, 22@ entend faire de Barcelone une référence en ma-

tière d'économie de la connaissance. Les clusters, véritables pôles d'excellences, sont alors des outils au service de la redynamisation économique du territoire. En outre, ils permettent une meilleure visibilité de Barcelone à l'échelle internationale via à une certaine spécialisation des six zones du projet. De plus, la labellisation de « 22@ » accentue l'identification des acteurs -notamment des entreprises- aux différentes zones et constitue un élément de marketing territorial puissant pour la ville.

D'autre part Barcelone affiche sa volonté de mettre en œuvre une mixité fonctionnelle. Cependant, cette volonté peut se heurter à la logique dominante des clusters. En effet, force est de constater qu'une faible place a été accordée aux commerces de proximité. Or, cela peut avoir des conséquences, notamment sur le dynamisme et la vie locale des habitants du quartier, voire dissuader certains ménages de venir s'installer au sein du district 22@. Enfin, le manque d'articulation entre volonté d'internationalisation et besoins des différents acteurs - entreprises, habitants, touristes - peut constituer un risque de conflit au sujet de l'usage des espaces.

Siham Boufnar, Célia Corneil



source : présentation 22@, "The Urban Planning Process (2001-2008)", p. 27



Ariana Fernández, 22@ Barcelona
VISITE DU QUARTIER 22@

Le quartier 22@ et le projet Sagrera dans leur ensemble sont un cluster regroupant par zone les secteurs de l'énergie, du design, de la technologie de la santé, des médias et des technologies de l'information et de la communication. Il s'agit d'un projet récent à l'échelle des évolutions urbaines datant d'environ dix ans.

UNE MOBILISATION COMMUNE DES INTÉRÊTS PUBLICS & PRIVÉS

La particularité du montage de l'opération a permis d'instaurer un dialogue entre la puissance publique et les opérateurs privés. À l'origine, le foncier était en grande partie dédié à des activités industrielles en déliquescence. Afin d'impulser un projet de transformation des usages, de passage à l'économie de la connaissance, le secteur public a dû recourir à un système d'incitation profitable à tous.

En échange de terrains qui permettront de développer des services ou encore du logement social, la ville a consenti à autoriser les propriétaires privés à construire des bâtiments de grande hauteur. Ces derniers bénéficient par ce biais d'une augmentation substantielle de la valeur du foncier. Ainsi la municipalité de Barcelone est-elle parvenue, par un système incitatif associant étroitement les intérêts publics et privés, à impulser un projet urbain de grande ampleur.

Cette méthode de développement n'a bien sûr pas été exempte de critiques. À l'origine, les op-

posants ont dénoncé un projet jugé comme prétexte à une vaste opération de spéculation foncière bénéficiant uniquement aux propriétaires privés. Toutefois, la municipalité et l'agence de développement local Barcelona Activa souhaitent valoriser les aspects sociaux du projet. En effet, 4600 logements aidés financés parfois par le public, parfois par le privé, sont implantés à 22@, bénéficiant en priorité aux personnes habitant ou travaillant dans cette zone. Il s'agit de favoriser l'installation de populations jeunes, et en particulier des étudiants (université de communication en plein cœur de 22@).

UN PROJET INNOVANT ?

Le quartier 22@ se veut à la pointe de l'innovation urbaine et architecturale : bâtiments de haute qualité environnementale, reconversion de friches industrielle préservant le patrimoine, mixité fonctionnelle et excellente desserte en transports publics. Il s'agissait de constituer un « laboratoire de l'urbain ».

▲ Les commerces, un défaut de développement du quartier

La rareté des commerces de proximité sur le quartier 22@ semble être l'une de ses plus manifestes insuffisances. Malgré la volonté de la municipalité de limiter la présence de grands centres commerciaux afin de protéger les petits commerces en centre-ville, la présence du grand centre commercial Gloriès sur l'avenue Diagonal remet en question le vœu de Barcelona Activa de voir des commerces de proximité



se répandre sur l'ensemble de la zone. On peut donc regretter cet effet inhérent à l'établissement d'un quartier d'affaires : le manque de vie urbaine à partir de 19 heures.

▲ Le développement du secteur tertiaire à 22@, une avancée dans la chaîne de valeur de production

Selon Marisol Garcia (cf. infra), le quartier 22@ accueille aujourd'hui de nombreuses entreprises du secteur, malgré des difficultés initiales à attirer de grands groupes du tertiaire. Situé sur la Diagonal, le Imagina Visual Center peut être considéré comme la « locomotive », la réalisation-phare du projet. L'installation de MEDIApro, un des principaux groupes privés de télévision en Espagne, a donné une visibilité au quartier et a permis d'enclencher une dynamique d'attraction de grandes entreprises. D'autres firmes espagnoles et internationales se sont implantées à 22@ et contribuent à cette dynamique : l'entreprise de télécommunication allemande T-Systems, le groupe RTVE (Radio Televisión Española), la société de nouvelles technologies Indra ou encore le centre de recherche de l'américain Yahoo!.

Favoriser le networking constituait l'un des objectifs principaux du projet. L'installation de l'université répond clairement à cet objectif. La qualité architecturale du projet doit ici être soulignée puisqu'il s'agit d'un projet de préservation du patrimoine industriel de 22@. Si les heures de classe ont lieu dans un bâtiment neuf, la bibliothèque est installée dans une ancienne usine reconvertie. L'installation de la Fondation

artistique Vila Casa dans une ancienne usine restaurée constitue également un projet phare de réhabilitation industrielle.

La conception des trottoirs s'inscrit dans cette même dynamique d'interactions sociales. En effet, aux intersections, l'espace piéton est élargi afin de faciliter les interactions, l'installation de terrasses, de créer des lieux de rencontre. Enfin, le Barcelona Digital Centre favorise lui aussi le networking en proposant aux habitants et aux employés alentour des ateliers d'apprentissage de l'internet (recherche d'emploi, réseaux sociaux).

Pierre-François Galpin, Mathilde Pavard



Dr. Claire Colomb, Enseignante-chercheuse en Sociologie urbaine en résidence à l'Université Autonome de Barcelone
BARCELONE, EXEMPLE DE RÉGÉNÉRATION URBAINE ? LE QUARTIER DU RAVAL

42

Barcelone a longtemps été caractérisée par un retard frappant en matière de développement urbain. L'exemple le plus significatif est peut-être celui de son front de mer qui abritait, jusque dans les années 1980, des industries et des bidonvilles. Malgré une forte volonté politique, qui s'est illustrée à travers la mise en place de politiques de résorption de l'habitat informel depuis les années 1920, la ville comptait encore 20 000 logements informels type bidonville en 1960 et ce n'est qu'avec le début des travaux pour les Jeux Olympiques que les derniers bidonvilles barcelonais ont disparus.

Au sortir du franquisme ont été mis en place différents plans de requalification urbaine tentant de répondre à la situation de crise urbaine qui sévissait à Barcelone. Une seconde série de programmes de « régénération urbaine » ont vu le jour après l'élection de la ville pour les Jeux Olympiques de 1992. Pour de nombreux observateurs internationaux, Barcelone a développé un véritable « modèle de rénovation urbaine » intégrant des considérations tant urbanistiques (en matière de logement et d'architecture), que sociales, économiques et culturelles. En effet, les programmes de rénovation étaient ambitieux et visaient à répondre à de multiples objectifs : la destruction d'îlots insalubres, la création d'espaces publics denses, la construction de logement social, la redéfinition symbolique de certains quartiers à mauvaise réputation. Cette politique dite « d'épongement » (esponjamiento) menée par la municipalité se caractérise par un travail fin de conservation et de revalorisation de l'identité des lieux. Depuis 1980, près de la

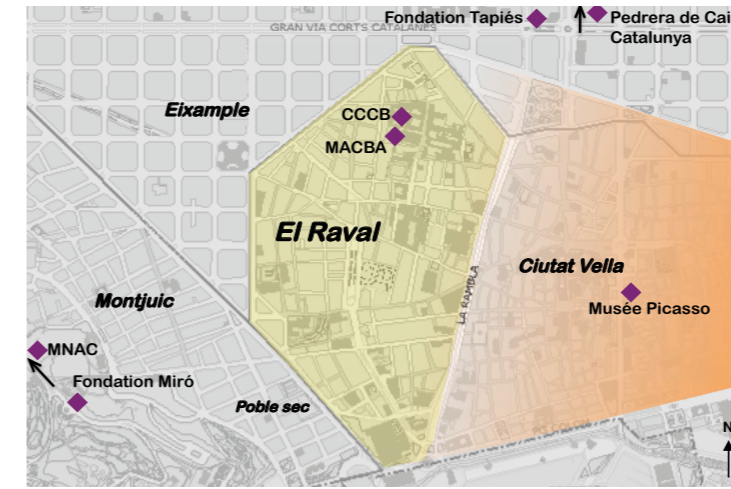
moitié du parc immobilier a été rénovée dans la vieille ville, pour un coût excédant les 9 milliards d'euros.

La rénovation dans les années 1970 du couvent de Saint Augustin, qui abrite désormais un centre civique public proposant de nombreuses activités culturelles, illustre la requalification réussie d'un espace privé en espace public. Le marché Santa Caterina et le travail de sa toiture « en peau de serpent » représentent un autre projet phare des rénovations menées par la municipalité.

Il est à noter que les associations de voisins ont eu une influence certaine sur de nombreuses orientations des politiques urbaines de rénovation, par le biais de campagnes diverses (« Ici il y a encore des gens qui ont faim » : campagne pour attirer l'attention des pouvoirs publics lors de l'organisation des Jeux Olympiques).

LA REMISE EN CAUSE DU « MEILLEUR EXEMPLE DE RÉGÉNÉRATION URBAINE MODERNE » (DUFFAUX, 2000) ?

La question de la mixité sociale est l'un des enjeux qui demeurent les plus présents dans le quartier du Raval. Les derniers projets mis en œuvre sont reliés à la question des squats et à celle de la criminalité (prostitution, trafic de drogues) ; ils ont mis en lumière les obstacles à la gentrification du quartier. Le passage d'une politique de projets à une politique de gestion, survenu avec la fin des travaux réalisés dans le quartier, est corrélé à cette incapacité partielle



CLAIRE COLOMB, ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE EN SOCIOLOGIE URBAINE, A RETRACÉ À TRAVERS UNE VISITE DE QUATRE QUARTIERS DE LA CIUTAT VELLA (BARCELONETA, QUARTIER GOTHIQUE, SAN PERRUN/ SAN CATHERINE ET AL RAVAL) L'HISTOIRE DE LA RÉGÉNÉRATION URBAINE DE LA VIEILLE VILLE DE BARCELONE.

43

des pouvoirs publics à rendre le quartier plus attractif. Finalement, les discours et les méthodes d'intervention se simplifient : ce phénomène est révélateur d'une « dérive » du modèle vers un état où la puissance publique est fortement présente mais où elle se cantonne à un rôle gestionnaire, et où des acteurs privés tentent à leur tour de changer l'image du quartier et de profiter de la situation centrale du Raval qui reste, en dépit de tout, largement fréquenté. Par exemple, l'Hôtel 4 étoiles Barcelo, construit en pleine Rambla del Raval, à proximité d'une rue où dealers côtoient prostituées, a ouvert ses portes en novembre 2008 et présente une volonté de redéfinir l'identité urbaine du quartier par de nouvelles fréquentations.

Il s'agit de « donner une image plus policée au Raval », selon le géographe Hovig Ter Minassian (Ter Minassian, 2009). Ce dernier part d'un constat : dans les années 2000, les pouvoirs municipaux à Barcelone ont arrêté de considérer la politique de réhabilitation comme un vecteur de légitimité. La Ciutat Vella n'est vue que sous le prisme touristique et culturel, et l'actuelle municipalité, en l'absence d'une réelle réflexion sur le tissu socio-démographique, s'en tient à une volonté de changer l'image du quartier. La

conséquence en est une désaffection progressive de la politique urbanistique pour le centre ancien barcelonais.

La question de l'immigration prend une place capitale dans l'image du quartier. La population immigrée est très récente, elle représente environ 50% des habitants de la Ciutat Vella, essentiellement présente dans le parc privé dégradé et largement concentrée dans le Raval. Le quartier est toutefois dynamisé par l'émergence de commerces ethniques. L'image de l'immigration dépend du point de vue que l'on s'en fait et les pouvoirs publics tentent de l'appréhender sous un prisme positif, d'interculturalité (et non de multiculturalité) : la Catalogne a fondé sa prospérité industrielle sur la force de travail immigrée et l'apprentissage du catalan est le seul critère exigé pour être intégré.

David De Oliveira Brites, Halima Mrabti, Mailien Nguyen Duy



Après son adhésion à l'UE, l'Espagne a longtemps été un des principaux pays bénéficiaires des fonds structurels européens. Bien que la Catalogne ait reçu moins de financement que d'autres régions espagnoles plus pauvres, l'analyse de la gestion et de l'impact de ces fonds reste une des clés de lecture indispensables à la compréhension de son développement rapide.

Le soutien européen a été particulièrement important lors de la période de financement de 2000-2006, pendant laquelle la Catalogne a reçu au total environ 4,6 milliards d'euros. À titre de comparaison, les fonds européens perçus pendant les deux premières périodes de financement entre 1989 et 1999 s'élevaient à environ 4 milliards d'euros au total. Dans le cadre de la période de financement actuelle (2007-2013), la Catalogne est éligible au titre de la compétitivité régionale et emploi (objectif 2) et de la coopération transfrontalière (objectif 3), deux des trois objectifs de cohésion économique, sociale et territoriale. Aucun financement n'est accordé au titre de la convergence. En effet le PIB par tête catalan est aujourd'hui supérieur à la moyenne de l'UE15. Les aides européennes perçues dans le cadre de la période de financement actuelle sont financées par le biais du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), du Fonds Social Européen (FSE) et du Fonds de cohésion. Elles correspondent à un montant de 1,732 milliards d'euros, ce qui représente donc une baisse très importante par rapport à la période précédente.

LE MANAGEMENT DES FONDS STRUCTURELS EUROPÉENS

Les aides européennes ne représentent pas un investissement décisif, mais elles jouent un effet levier pour des projets dans le domaine de l'innovation, des infrastructures, de l'environnement et du développement local et urbain. Un exemple notable est l'hôpital transfrontalier de

Joan Luria, Directeur général de la prévision, Responsable de la gestion et du suivi du FEDER et du Fonds de cohésion en Catalogne ; Silvia Vives, Responsable de la coordination des politiques culturelles.

LE MANAGEMENT DES FONDS STRUCTURELS EUROPÉENS & LEUR IMPACT EN CATALOGNE

Cerdanya, le premier établissement de ce genre à être destiné aux populations des deux côtés de la frontière franco-espagnole.

Le management des fonds européens requiert l'implication de toutes les échelles territoriales et de gouvernement. L'État espagnol via son Ministère de l'Économie et des Finances a le rôle d'autorité de gestion et de certification. Lui seul peut communiquer avec la Commission Européenne à propos des fonds européens. La programmation est issue d'une négociation trilatérale entre la Commission Européenne, l'État et la Generalitat. Dans ce cadre, l'État élabore le Cadre de référence stratégique nationale (CRSN) et la Generalitat élabore les programmes opérationnels (PO). La Generalitat de Catalunya est l'organisme intermédiaire de premier niveau pour l'objectif de compétitivité et pour le Fonds de Cohésion et elle est organisme territorial pour l'objectif de coopération. La Generalitat fait les appels à projets, la sélection des projets, reçoit les déclarations de dépenses et les envoie au Ministère de l'Économie et des Finances à Madrid.

LES ENJEUX DE REPRÉSENTATION À BRUXELLES ET DE PORTAGE POLITIQUE DES ACTIONS EUROPÉENNES

Le département du Ministère catalan de l'Économie et des Finances joue un rôle très technique dans le management des fonds européens, soulevant un certain nombre de questions des étudiants sur les marges de manœuvre politiques

du gouvernement catalan et sur sa représentation à Bruxelles. Ce questionnement a pu souligner le cloisonnement entre les actions politiques et la mise en œuvre opérationnelle, qui renvoie par certains aspects aux enjeux de coproduction des politiques européennes entre les différents échelons que sont l'UE, l'État espagnol, la Generalitat et la municipalité de Barcelone.

Si le département du Ministère catalan de l'Économie et des Finances n'a pas de rapports directs avec les institutions européennes, la Generalitat s'est toutefois pourvue assez vite de plusieurs institutions propres installées à Bruxelles. La politique de Jordi Pujol a d'abord privilégié les initiatives privées, en vue d'une accélération du développement économique, avec notamment le consortium Patronat Català pro-Europa, créé en 1982, ou l'agence COPEC, rattachée au ministère de la Culture.

Sans parler de représentation officielle, plusieurs délégations et plateformes donnent une voix directe à la Catalogne vers l'UE. Par ailleurs, la Generalitat a été très active dans le renforcement du Comité des régions, et a su s'imposer au Parlement européen pour faire reconnaître le Catalan comme langue communautaire. En outre, les réseaux locaux tels qu'Eurocités ont renforcé la territorialisation des programmes européens. Ces nombreuses initiatives manquent toutefois de coordination entre elles au niveau de la représentation et de la communication.

L'impulsion et la décision de la Generalitat en termes de politiques internationales et européennes sont centralisées par la présidence de la Generalitat (telles étaient du moins les pratiques sous le gouvernement Pujol). Selon les initiatives, certains départements ont vu leur rôle devenir plus prépondérant dans le management des politiques européennes, à l'image du département de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Les services du gouvernement catalan se cantonnent néanmoins à un strict rôle de réponse aux demandes de la présidence, celles-ci étant encadrées par la stratégie nationale espa-

gnole. La complexité du processus de passation des fonds réduit d'autant plus les marges de manœuvre politique, les intervenants expliquant que le changement de parti n'a finalement pas eu d'impact sur le management des fonds européens. Plus précisément, la segmentation fonctionnelle des fonds européens est un frein à la formulation d'un discours fort sur la politique européenne, qui devient un élément marginal dans les campagnes électorales.

Après avoir bénéficié de financements européens importants, surtout entre 2000 et 2006, la Catalogne doit aujourd'hui faire face à un double défi. D'une part, l'adhésion de nouveaux pays membres, avec un retard de développement plus important, a fondamentalement remis en cause l'éligibilité du territoire catalan pour les fonds structurels et se traduira probablement par une nouvelle baisse des aides dans le cadre de la nouvelle période de financement au-delà de 2013. Espérant toutefois continuer à recevoir des transferts communautaires, la Generalitat n'était, lors de la rencontre avec les étudiants du master, pas encore en mesure de communiquer son positionnement face à cet enjeu.

D'autre part, l'analyse de la gestion des fonds met en évidence les ambiguïtés et difficultés liées à la question de la représentation catalane et des intérêts de la Catalogne à Bruxelles, ainsi que les relations entre la région et l'État central autour des enjeux de la politique régionale européenne.

Felix Buchwald, Julia Méry,
Adela Spulber



Marisol Garcia, Professeur de Sociologie à l'Université de Barcelone

LA CHUTE DU MODÈLE DE CROISSANCE URBAINE ESPAGNOL

Après avoir connu une période de croissance forte pendant les années 2000, l'Espagne est l'un des pays les plus durement touchés par la crise économique ; le taux de chômage dépasse aujourd'hui le seuil des 20% de la population active, notamment en raison de l'effondrement du secteur immobilier. Marisol Garcia considère que la chute de l'économie espagnole a deux facteurs principaux, l'un économique, l'autre culturel. Au final, il semblerait que le modèle espagnol économique et institutionnel soit remis en cause dans son ensemble par cette crise.

L'INTERNATIONALISATION DE L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE À L'ORIGINE DE LA BULLE IMMOBILIÈRE

Avec l'entrée dans l'Union Européenne en 1986, l'Espagne s'est fortement ouverte sur l'extérieur et les investissements étrangers se sont fortement accrus dans le pays. Ce dernier est rapidement devenu la deuxième destination au monde pour les investissements étrangers et la première destination pour les investissements directs en provenance des États-Unis. Un ensemble de facteurs favorables a incité les investisseurs internationaux à choisir l'Espagne et son secteur immobilier : entre les années 1990 et 2000, l'Espagne a connu une forte augmentation de ses exportations et de ses importations, le nombre de touristes n'a cessé d'augmenter et le pays est devenu une destination prisée des retraités anglais et allemands. De plus, le pays est passé du statut de terre d'émigration à celui de terre d'accueil de nombreux immigrés (plus de 5 millions entre 1998 et 2009). Si l'on conjugue

à ces éléments le fait que les agences de notation financière considéraient l'Espagne comme un endroit très sûr pour investir, on comprend aisément pourquoi l'immobilier espagnol a connu une croissance fulgurante. Entre 1998 et 2006, le montant des sommes venant de l'étranger, investies dans l'immobilier chaque année, a plus que doublé ; le secteur immobilier dans son ensemble représentait 11% du PIB.

Pendant un peu plus d'une décennie, l'Espagne s'est transformée en un « vaste chantier », ce qui a sensiblement impacté les formes urbaines. Pour bénéficier d'un foncier moins cher, les investisseurs ont privilégié les territoires périphériques aux villes-centres, engendrant un étalement urbain et une périurbanisation non contrôlés. L'apparition de nouveaux quartiers dépendant exclusivement de la voiture autour de Madrid, ou la bétonisation des côtes (comme à Valence) sont le symbole de ces investissements massifs à la recherche d'une rentabilité rapide.

UN MODÈLE CULTUREL FAVORABLE AU DÉVELOPPEMENT DE LA BULLE SPÉCULATIVE

Si Marisol Garcia insiste sur le rôle des fonds d'investissement étrangers dans cette frénésie immobilière, elle soulève également la responsabilité d'un trait culturel espagnol dans ce mouvement. En effet, les espagnols sont à 80% propriétaires de leur logement, là où les français le sont à 55%, et les allemands à 43%. Pour comprendre cette volonté de posséder un bien immobilier, il faut revenir à l'ère franquiste, qui a créé une « dépendance culturelle au sentier ». Sous le régime de Franco, l'inflation était élevée

mais les taux d'intérêts pour les prêts bancaires étaient fixes, et bas. Dans cette configuration, il était intéressant pour les ménages de placer leur argent dans un bien immobilier, d'autant plus que le marché de la location était quasi-inexistant et cher. Franco aurait d'ailleurs approuvé cette politique, considérant que la propriété endiguait la révolution par voie de conservatisme.

L'accession à la propriété a été renforcée par un autre élément majeur de la culture espagnole : la famille. Surtout dans le cadre des relations de filiation, elle joue un rôle assurantiel important et n'hésite pas à partager son épargne. Face à l'inexistence du marché immobilier locatif, les jeunes ménages n'avaient d'autres possibilités que de s'endetter pour acheter un bien immobilier, en comptant sur leur famille. Cette forte accession à la propriété, s'est également imposée aux nouveaux migrants, ceux-ci ne trouvant pas de logements locatifs.

UN SECTEUR IMMOBILIER AUJOURD'HUI SINISTRÉ, L'ÉCONOMIE NATIONALE IMPACTÉE

La bulle immobilière a ainsi bénéficié de la croissance démographique et économique, de l'arrivée massive de fonds d'investissements étrangers, et d'un modèle culturel favorable à la propriété. Le tout a explosé lors de la récession économique mondiale.

Aujourd'hui, la Banque d'Espagne considère que l'immobilier espagnol était surévalué de 25 à 35%. L'offre de logement est supérieure à la demande dans de nombreuses régions, comme en Murcie (9% du parc de logement), en Catalogne (7%) ou en Andalousie (6%). Les promoteurs ne pouvant rembourser leurs emprunts, les banques se retrouvent propriétaires de nombreux biens immobiliers, qu'elles tentent de vendre via leur portail internet. Ne souhaitant plus saisir de maisons, elles ont rééchelonné les échéances des crédits. Le chômage touche une large part de la population active, notamment les jeunes (48% de chômage chez les 16-24 ans) ou l'Andalousie (27% tous âges confondus). Enfin, l'eldorado économique n'est plus, et l'immigration a récemment connu une forte chute.

LES LEÇONS DE LA CRISE : UNE MISE EN CAUSE DU MODÈLE

Si la crise a évidemment mis à bas le modèle économique de l'Espagne, fondé sur la construction immobilière, elle soulève également d'autres enjeux. Le premier est que le marché immobilier ne peut plus être exclusivement composé de propriétaires. Un marché locatif doit émerger, notamment pour se prémunir d'une future bulle immobilière. Deuxièmement, cette crise immobilière remet en cause l'ordre institutionnel espagnol. Si les investissements ont pu affluer, c'est que les communes les y ont fortement incité via des règles d'urbanisme très souples. En effet, les communes, aux ressources financières relativement faibles, ont vu dans les investisseurs étrangers et leurs projets une opportunité formidable d'élargir leur base fiscale. Celles qui ont le plus joué le jeu sont aujourd'hui celles qui rencontrent le plus de difficultés. Inversement, Barcelone est relativement préservée de la conjoncture, car la ville a su contrôler et limiter les projets immobiliers (contrairement à sa banlieue). Outre une réponse économique, l'État espagnol doit apporter une réponse structurelle et institutionnelle, afin que les collectivités jouent leur rôle de régulateur correctement.

Julien Blanchet, Flora Le Bolloc'h

JOUR 4 VENDREDI 19 NOVEMBRE

DE L'ÉTAT CENTRAL AUX ASSOCIATIONS LOCALES

La quatrième journée du voyage d'étude a été marquée par les problématiques institutionnelles de l'État espagnol, présentées par deux professeurs de l'Universitat Autònoma de Barcelona. L'après-midi s'est ensuite divisée entre une intervention sur les questions de l'immigration en Catalogne et un retour à la question de la régénération urbaine au cœur de la visite de la Colonia Castells, quartier en cours de destruction à sous l'impulsion d'un projet immobilier.

L'ÉTAT ESPAGNOL : UNE RÉGIONALISATION COMPLEXE SOURCE DE TENSIONS

Ni régionalisé, ni fédéral, l'État espagnol est composé de dix-sept Communautés autonomes qui possèdent un pouvoir législatif mais doivent s'en remettre à l'échelon national pour un certain nombre de domaines, fiscal notamment. Si le cadre national reste unitaire et indivisible, les différentes nationalités se voient reconnaître le droit à l'autonomie, situation qui fait écho au compromis passé entre les forces politiques de la période de démocratisation des années 1970. Ces tensions trouvent des explications dans le processus de régionalisation espagnol, qui peut être décrit comme asymétrique, dynamique et incomplet. Des doutes sur l'avenir institutionnel de l'État espagnol ont été formulés par Raquel Gallego et Francesc Morata, ce dernier évoquant un « modèle d'État fondé sur l'ambiguïté ».

UNE DÉCENTRALISATION INCOMPLÈTE

Les Communautés autonomes disposent de compétences plus étendues que les régions

françaises, mais celles-ci sont toujours partagées avec l'État ou les gouvernements locaux (provinces et municipalités). Les compétences sont plus ou moins importantes selon les cas. La Catalogne et le Pays basque ont ainsi leur propre force de police. Le Pays basque et la Navarre ont des compétences propres accrues – de type confédéral – dont la généralisation à toute l'Espagne serait très problématique dans nombre de communautés ; en Catalogne notamment, communauté dont la contribution aux ressources nationales fiscales est des plus importantes. Cette situation inégale se traduit aussi par un rapport asymétrique entre les Communautés autonomes pour ce qui est de la dépendance envers le gouvernement fédéral, qui varie en fonction des compétences.

L'état incomplet du processus de dévolution empêche de faire référence à un système fédéral. La répartition des compétences entre Communautés en est une manifestation. L'État conserve des compétences de premier ordre telles que la Sécurité sociale. La deuxième chambre du Parlement ne représente pas les Communautés autonomes.

Ces rapports et ces accords bilatéraux avec l'État central s'inscrivent dans un processus dynamique. En effet, les statuts d'autonomie sont le fruit de négociations. Les Communautés autonomes peuvent s'attribuer de nouvelles compétences à condition de respecter les lois-cadres. Deux phénomènes intensifient ce caractère dynamique, et en renforcent la complexité : la compétition interrégionale et la question européenne.

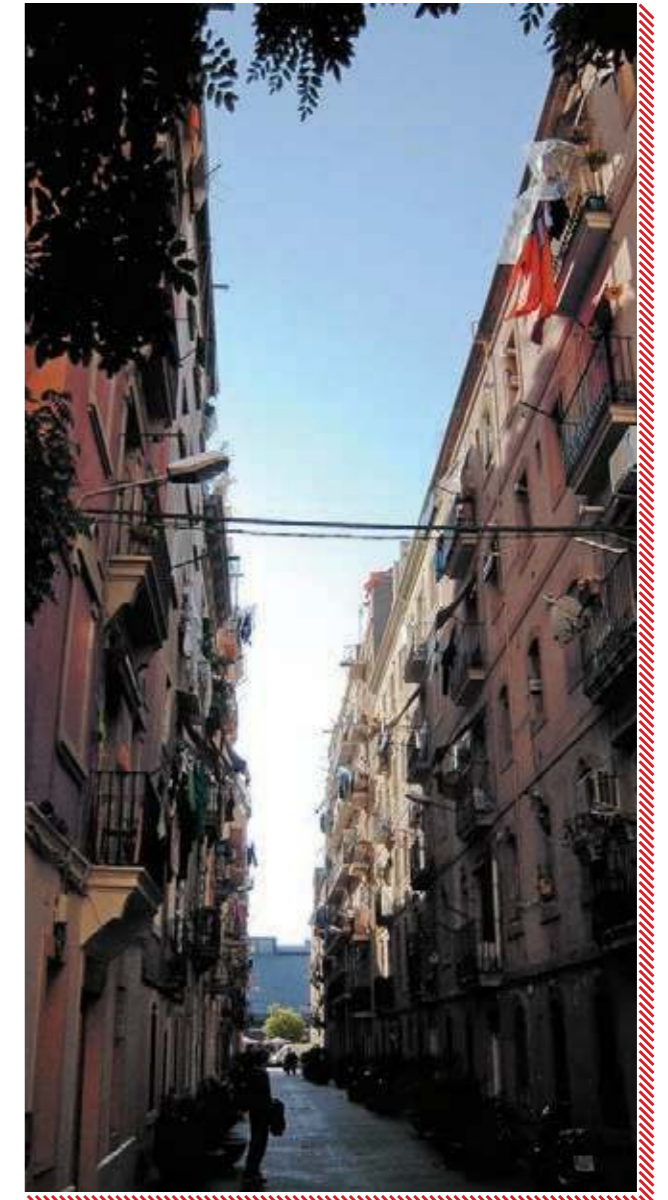
L'IMMIGRATION : UN EXEMPLE DE POLITIQUE PUBLIQUE LOCALE ?

Les questions d'immigration sont devenues centrales en Espagne. Lors de la réunion avec l'AMIC (Associació d'Ajuda Mútua d'Immigrants a Catalunya) l'accent a été mis sur la délégation de la gestion des immigrés aux associations de la part des services publics. Il a aussi été précisé que l'intégration économique des nouveaux arrivants pouvait être efficacement appréhendée au niveau local, mais que cet espoir était contenu par une législation nationale restrictive en ce qui concerne la citoyenneté et les droits politiques.

UNE PERCEPTION ALTERNATIVE DES POLITIQUES MUNICIPALES : VISITE DE QUARTIER

La visite de la Colonia Castells a permis d'avoir un exposé critique sur le visage entrepreneurial de la Ville de Barcelone. Située dans un quartier en pleine valorisation, sa destruction commencée appelle à la réflexion sur la gentrification, la disparition d'un environnement urbain unique où le marketing territorial développé par la municipalité, fondé sur des références à l'héritage populaire et protestataire mais influencé par les intérêts économiques.

Martin Citarella, Simon Mauroux





Dr. Raquel Gallego, Professeur associée de Sciences politiques

LA RÉGIONALISATION ESPAGNOLE, CATALYSEUR DES INÉGALITÉS TERRITORIALES ?

La fin du régime franquiste et le processus de démocratisation remettent sur l'agenda politique la problématique de l'intégration des différentes nationalités qui composent le territoire espagnol. Cet enjeu s'est soldé par la mise en œuvre d'un processus de régionalisation inscrit dans la Constitution. La Constitution espagnole est le résultat d'un compromis entre les différentes forces politiques ; les franquistes qui souhaitent un État central et unitaire, le roi Juan Carlos I et Adolf Suarez (premier ministre de centre droit) favorables à une décentralisation administrative partielle (modèle fédéraliste), et la gauche et les nationalistes qui défendaient une décentralisation totale.

Le compromis a été rendu possible grâce à l'ambiguïté des termes de la Constitution, qui assure l'unité et l'indissolubilité de l'État en même temps qu'elle permet l'autonomie des « nationalités » sans les reconnaître comme « nations » (art 2). Autre compromis, le découpage en Communautés autonomes n'a pas été fixé administrativement (art 134), chaque territoire pouvant ainsi accéder au gouvernement autonome s'il le souhaitait (art 143). On distingue deux voies ayant conduit les régions vers l'autonomie :

▲ La « première vague » pendant laquelle les « nationalités historiques » ont accédé rapidement à l'autonomie par le biais d'un référendum populaire (Catalogne et Pays Basque en 1979, Galice et Andalousie en 1981)

▲ La « seconde vague » entre 1982 et 1983 durant laquelle 13 autres Communautés autonomes se sont constituées par la voie parlementaire sur

proposition du parlement local au parlement central.

La Cour constitutionnelle protège l'autonomie des communautés. Ainsi elle a rejeté la loi organique d'harmonisation du processus autonomiste (LOAPA) votée à la suite de la tentative de coup d'État de 1981. Cette loi visait à renforcer la régulation du processus d'autonomisation et à fixer une carte des Communautés autonomes.

La régionalisation demeure asymétrique puisqu'il y a des différences de compétence entre les Communautés autonomes, ce qui provoque des tensions et de la compétition entre ces communautés. En effet, l'Espagne n'étant pas un État fédéral, les discussions sont bilatérales : cela a pour effet de limiter l'influence des régions sur les politiques nationales.

Mais ce système permet de donner plus de libertés aux communautés dans les négociations malgré le climat de défiance qu'il instaure. La régionalisation ouvre la voie à de larges compétences mais le manque de moyens financiers ne permet pas aux gouvernements locaux de s'en saisir.

CADRE INSTITUTIONNEL DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Le gouvernement régional se compose d'une assemblée locale élue à la proportionnelle, d'un pouvoir exécutif (cabinets gouvernementaux) et d'une administration publique reproduisant le modèle central à la seule différence que Madrid

dispose d'un système bicaméral. Le gouvernement local partage ses compétences (éducation, santé, transports, environnement, urbanisme, développement urbain) avec le gouvernement central sans disposer de pouvoirs exclusifs et doit s'assurer que sa législation n'entre pas en contradiction avec les lois nationales.

Un processus d'harmonisation des compétences des communautés est entrepris en 1992 et se voit renforcé en 2001 avec le transfert de la compétence de santé. Cependant les transferts sont basés sur le volontariat : certaines Communautés autonomes ne s'en saisissent pas par manque de ressources ou de volontarisme politique.

ÉVOLUTION DU SYSTÈME DE FINANCEMENT

À l'origine le gouvernement central calcule le financement des Communautés autonomes en fonction des compétences transférées. Entre 1987 et 1991, des critères socio-économiques sont pris en compte dans le calcul des budgets régionaux. Entre 1992 et 1996, une nouvelle loi introduit la coresponsabilité fiscale à hauteur de 15% ainsi que le transfert de financements pour la réforme de la santé et l'institutionnalisation de la coordination de la dette. Entre 1997 et 2001 la coresponsabilité fiscale est accrue et les Communautés autonomes doivent dorénavant transférer 30% de leurs taxes.

La solidarité entre les Communautés autonomes représente également un enjeu important puisque la Catalogne, les Canaries et Ma-

drid reçoivent de l'État central moins qu'elles ne versent, cela ayant pour effet de réduire leur PIB par habitant. Ainsi, comme le montre le tableau ci-dessous, la part des dépenses réalisées par l'autonomie est plus élevée en Catalogne que dans le reste du pays.

IMPACTS DE LA RÉGIONALISATION SUR LES POLITIQUES SOCIALES : L'EXEMPLE DE LA POLITIQUE DE SANTÉ

La régionalisation a conduit à la diversification des politiques sociales qui a elle-même entraîné des degrés différents de protection sociale au niveau régional. Les régions couvrent différents services et développent différents types de management de la santé. Ainsi, on dénombre diverses formes d'autorités de la santé et de distribution des soins dont certaines sont tournées vers le public (système de management intégré), d'autres vers le privé (management contractuel). D'autre part, les écarts de dépenses de santé par habitant selon les régions ont tendance à se réduire.

Pourtant, le contexte de crise a conduit à une réduction des budgets réservés à la santé et à une tendance à l'externalisation des services de santé. Si la régionalisation des politiques de santé a renforcé les inégalités territoriales en matière d'accès aux soins, elle a également permis aux Communautés autonomes d'expérimenter et de mettre en place des systèmes de santé innovants.

Fatima Argrag, Emma Zilli

Les dépenses publiques effectuées à l'échelle locale

Lecture : les dépenses publiques locales dans l'UE sont financées en moyenne à hauteur de 27% par le régional et 17% par le municipal, contre respectivement 32% et 13% pour la Catalogne.

	Gouvernement central	Gouvernement régional	Gouvernement local
Union Européenne	55%	27%	17%
Espagne	62.5%	25.5%	12%
Catalogne	55%	32%	13%

source : présentation powerpoint de l'intervenante



Dr. Francesc Morata, Professeur de Sciences politiques à l'Université Autonome de Barcelone et Directeur de l'Institut universitaire d'études européennes

L'UNION EUROPÉENNE EN APPUI AUX COMMUNAUTÉS AUTONOMES ?

L'État moderne espagnol se fonde sur un accord entre les différentes forces politiques, franquistes et réformistes à la fin des années 1970. La forme de l'État est un problème majeur car il a fallu trouver un équilibre entre les élites politiques centrales et régionales. Les négociations entre les différentes parties ont abouti à la création d'un État ambigu, ni fédéral ni régional. Ainsi la Constitution espagnole reconnaît l'unité, l'indivisibilité de l'État et accorde en même temps un droit à l'autonomie des Communautés autonomes.

UN ORDRE TERRITORIAL AMBIGU

Les différents niveaux de gouvernance complexifient les relations entre l'État central et l'échelon territorial. En 2006, la révision du statut d'autonomie de la Catalogne a provoqué des clivages sur le financement de la Generalitat, la division des compétences ou encore la participation des Communautés autonomes à l'Union Européenne (UE). En 2010, suite à une requête du Parti Populaire (PP), la Cour constitutionnelle annule quatorze des articles du statut d'autonomie de 2006.

L'État préfère opter pour un transfert de compétences à la carte en négociant avec chaque Communauté des arrangements bilatéraux, qui sont peut-être une manière de maintenir le système actuel. L'État tire avantage de cette situation en accordant des dotations élevées des régions comme l'Andalousie qui remettent moins en cause sa souveraineté. À l'inverse, la participa-

tion élevée de la Catalogne à la péréquation nationale fait débat.

Entre 1980 et 2009, le rôle des Communautés autonomes s'accroît considérablement. Leurs dépenses (hors sécurité sociale et défense) sont passées de 0% à 36% alors que les dépenses de l'État ont diminué de moitié sur la même période. En parallèle, on assiste à une hausse de l'emploi public au niveau régional.

Dans ce contexte de décentralisation, la coopération entre gouvernements devient cruciale, à la fois entre l'État et les Communautés mais aussi entre ces dernières. D'un point de vue institutionnel, des mécanismes de collaboration d'inspiration fédérale sont élaborés pour permettre la coopération entre les gouvernements. Des relations entre le Premier ministre et les ministres sectoriels de l'État central d'une part, et les représentants des Communautés d'autre part, se créent à l'occasion de conférences sectorielles et de groupes de travail thématiques.

LA MOBILISATION DES COMMUNAUTÉS DANS LE PROCESUS EUROPÉEN

L'intégration européenne de l'Espagne dès 1986 apparaît comme une opportunité pour les Communautés autonomes de peser davantage dans le rapport de forces qui les lie à l'État espagnol, et de reprendre à leur profit une partie de la légitimité cédée par l'État central à l'UE.

Celle-ci est néanmoins fondée sur une centralisation implicite, construisant ses politiques

avec les États membres. La prise en compte des niveaux territoriaux reste aléatoire, « entre autonomie et dépendance », et soumise à la volonté de l'élite centrale, ainsi qu'à la réactivité des Communautés autonomes elles-mêmes.

Les Communautés se mobilisent précocement dans la construction européenne, en installant des bureaux auprès de la Commission européenne de Bruxelles, ce qui contribue à la création d'une élite régionale européenne. En Catalogne, cette mobilisation passe par la participation à des coalitions régionales (REGLEG, Conférence des Présidents Régionaux avec Pouvoir Législatif ; CALRE, Conférence des Assemblées Législatives Régionales Européennes ; ou encore Euro-régions, réseau des régions transfrontalières) où les Régions travaillent à des positions communes sur des projets d'envergure européenne. Barcelone est aussi membre du réseau Eurocités.

QUELLES RÉACTIONS DE L'ÉTAT CENTRAL ?

Selon F. Morata, la mobilisation des Communautés autonomes trouve un écho au niveau central, en raison du système de scrutin à la proportionnelle des élections parlementaires. En effet, l'enjeu d'une majorité confortée au Parlement pousse les grands partis nationaux (PP et PSOE) à répondre aux revendications des différents partis nationalistes. Ces concessions portent notamment sur la représentation des Communautés aux instances de l'UE. Ainsi, le niveau régional est aujourd'hui invité au Conseil de l'UE, aux conseils des ministres sectoriels, aux comités consultatifs et aux groupes de travail de la Commission Européenne. Mais l'État garde la maîtrise de l'implication des Communautés aux instances de l'UE : la question régionale deviendrait secondaire dès qu'une majorité absolue se dégage au Parlement.

L'implication des Communautés dans le processus européen semble donc avoir eu un impact positif sur le niveau régional à l'international, mais aussi au sein de l'État espagnol. Les Communautés ont su se placer comme un interlo-

cuteur légitime de l'UE et donc renforcer leur rôle de contrôle et de proposition vis-à-vis de l'État central.

CONTREPOINT : UNE MÉTROPOLISATION DE L'ORDRE INSTITUTIONNEL ?

Ces rapports restent pourtant assez conflictuels et concurrentiels. Plusieurs spécificités du modèle institutionnel espagnol peuvent expliquer cette situation. Ainsi, la légitimation de la démocratie semble se faire moins au niveau des rapports entre institutions et citoyens, marqués par une forte cohésion identitaire, qu'entre les différents échelons institutionnels, effet renforcé par le jeu des partis.

D'autre part, nous avons pu observer la vigueur des liens locaux entre acteurs publics et privés (Brugué, Gomà & Subirats, 2005). Nous faisons l'hypothèse que cette interconnaissance locale déplace les conflits, qui se situeraient donc plutôt entre les différents échelons de gouvernement.

Enfin, le projet de métropolisation institutionnelle (loi sur l'aire métropolitaine de Barcelone) longtemps évité par Jordi Pujol, Président de Catalogne de 1980 à 2003, pourrait modifier les relations de pouvoir en faveur du niveau métropolitain. En effet, la réflexion européenne, stimulée par le rapport de Fabrizio Barca sur l'avenir de la politique régionale (2009), pourrait reconsidérer le rôle des régions comme relais territorial au profit des villes.

Hind Khedira, Boudour Moumane



Xavier Artigas, Documentariste

TRANSFORMATIONS URBAINES ET SOCIALES : VISITE DE LA COLÒNIA CASTELLS

Xavier Artigas, sociologue de formation et documentariste depuis 5 ans, a proposé au groupe la visite du quartier de la Colònia Castells sur lequel porte son prochain film observationnel. Ce petit quartier ouvrier et populaire est situé au cœur du quartier Les Corts, deuxième quartier le plus cher de Barcelone. La Colònia Castells est condamnée à être démolie et Xavier Artigas la filme depuis plus d'un an afin de rendre compte de la vie passée et présente de cet espace.

ruelles mais aussi l'appropriation des espaces publics par les habitants. Le quartier est un lieu de sociabilité où se déroulent de multiples activités (jeux, discussions, fêtes dans la rue...). La Colònia Castells constitue un ilot protégé, semblable dans son mode de fonctionnement à un village. Pour Xavier Artigas, on a l'impression que le temps s'y est arrêté.

UN QUARTIER EN PÉRIL

À l'origine, la Colònia Castells était une colonie de travailleurs construite dans les années 1920 par deux familles de patrons dans le but de loger leurs travailleurs. Les colonies étaient construites à l'extérieur des villes afin de prévenir les révoltes ouvrières en isolant les classes laborieuses. Ce qui ne devait être qu'un habitat temporaire pour travailleurs immigrés a perduré dans le temps et à une époque, près de 200 familles habitaient le quartier. La Colònia Castells a toujours abrité des catégories populaires et immigrées. Venant des régions très pauvres de l'Espagne dans les années 1920 ; ils viennent de Cuba ou du Maroc aujourd'hui. Dès 1963, la décision de détruire le quartier a été prise mais ce n'est qu'en 2003 que la municipalité a mis en œuvre cette décision. Du fait de cette menace, présente depuis plus de 50 ans, le quartier a échappé à la gentrification : les loyers y sont bloqués (pas plus de 100 euros par mois) et l'habitat s'est progressivement dégradé.

Xavier Artigas souligne la grande qualité de vie présente à la Colònia Castells, il mentionne le calme, le silence qui règne dans les petites

municipalité avec chacune des familles, le quartier s'est progressivement vidé de ses habitants. En parallèle, des mouvements de squatteurs ont vu le jour revendiquant notamment la préservation de la Colònia Castells et invitant les pouvoirs publics à prendre en compte l'existence de solutions alternatives d'utilisation de l'espace : en vain.

Une partie des habitants qui ont quitté leur maison a été relogée dans le quartier environnant de Les Corts. C'est donc une lutte à armes inégales qui a été à peine engagée entre des habitants sans ressources, immigrants pour certains d'entre eux, et des pouvoirs publics associés à des entrepreneurs urbains forts d'un projet valorisant le foncier. Le projet: raser le quartier pour le remplacer par un quartier banalisé, selon un modèle d'urbanisme vertical, s'insérant dans l'environnement urbain de Les Corts.

UNE AUTRE FAÇON DE TRAVAILLER SUR LA QUESTION URBAINE

La visite se poursuit dans le local associatif du quartier de Poble Sec, dans lequel Xavier Artigas nous présente son documentaire en cours de réalisation sur la Colònia, *No-Res, vie et mort d'un espace en trois actes*. La diffusion d'un



extrait de chacune des trois parties : la vie, la « taxidermie », puis la « mort » du quartier. Le réalisateur revient sur la seconde étape : dans la période transitoire de menace, où la destruction progressive cohabite avec la vie qui continue, on éternise ce quartier voué à disparaître. Xavier Artigas nous rappelle qu'en tant qu'étudiants, nous aussi allons participer à ce processus d'immortalisation d'un espace de vie qui devient espace de mémoire. Il nous diffuse une séquence, un plan fixe au cœur du quartier. On observe un groupe d'une vingtaine de personnes s'avancer lentement, religieusement... cela ressemble étrangement au cortège funèbre de la Colònia – il s'agit en fait de notre groupe, filmé pendant la journée, devenu véritablement « acteur » de la pérennisation.

Le documentaire n'a pas pour autant vocation à la mobilisation politique, selon Xavier Artigas. Son objectif, plus pédagogique, s'inscrit dans le long terme. Une discussion s'engage alors autour des logiques de mobilisations à Barcelone. Les mouvements sociaux se tourneraient de plus en plus vers l'art, vecteur majeur de mobilisation. La municipalité n'hésite pas à profiter de ces mouvements, renforçant son image de tolérance et d'ouverture – le réalisateur se montre d'ailleurs très critique envers certaines politiques menées par le Centre de Cultura Contemporània de Barcelona (CCCCB).

Cette rencontre nous a donc permis d'appréhender des logiques moins institutionnelles de fabrication de la question urbaine, et de comprendre la place de la création artistique comme instrument de réflexion sur la ville, entre moyen de communication et vecteur de mobilisation.

Il semble cependant nécessaire de mettre en perspective cette approche, qui laisse certaines questions en suspend. Tout d'abord, la posture adoptée par Xavier Artigas a parfois pu sembler ambivalente : tout en insistant sur le fait qu'il souhaite laisser les gens libres de se forger leur propre opinion sur le sujet, il tient un discours très engagé et propose des images fortes, et, d'une certaine façon, orientées. On peut également souligner l'importance de la dimension



56

affective dans cette visite : la vie au sein de la Colònia est présentée de façon idéaliste, le quartier apparaissant comme un véritable havre de paix condamné à disparaître. Cette vision idyllique doit pourtant être questionnée, quelques éléments laissant en effet transparaître une réalité plus contrastée, avec des conditions de vie assez difficiles pour certains habitants, parfois entassés à plus de dix dans de très petites surfaces.

Enfin, on peut regretter l'absence d'une réflexion plus large sur les transformations urbaines et sociales à l'œuvre dans le quartier. On peut en effet s'interroger sur son évolution s'il parvenait à être préservé. Affecté par le processus de gentrification, il est probable que ce havre de paix

se retrouve finalement accaparé par les classes supérieures, aboutissant de fait à l'exclusion de ses habitants actuels. Ce scénario n'apparaît pas forcément plus souhaitable que la destruction du quartier, bien qu'il reste très difficile d'adopter une position claire et tranchée sur ces questions qui ont fait l'objet de débats entre les étudiants au cours de la visite.

Pour plus d'informations, le site du film : <http://no-res.cc/fr>

Alice Cabaret, Pauline Cuq,
Magali Marlin, Anthony Taïeb



La Catalogne connaît dans les années 1990 une hausse importante de l'immigration en provenance d'Amérique Latine, d'Europe de l'Est ou encore d'Afrique. Les possibilités d'accéder à la citoyenneté ou de se syndiquer étant alors très restrictives, les travailleurs immigrés n'ont aucun moyen de faire prévaloir leurs droits. C'est dans ce contexte qu'est créée l'AMIC en 1993, au sein du Syndicat de l'Union Générale des Travailleurs de Catalogne. Première structure destinée à prendre en charge les requêtes des migrants et à développer des services d'aide spécifiques, l'AMIC obtient en 2009, après un recours devant l'Organisation Internationale du Travail, le droit pour les immigrants de s'affilier à un syndicat.

L'AMIC joue un rôle moteur de mobilisation des divers partenaires. Si le pilier de l'association est constitué d'un service de conseil juridique facilitant aux migrants l'accès au marché de l'emploi, elle intervient également au sein du Service d'Accueil des Etrangers et des Réfugiés, qui compte entre autre parmi ses rangs une association d'avocats, la Croix Rouge ou une association de catalan.

L'AMIC intervient principalement afin de faciliter l'accès des migrants au monde du travail. Elle encourage et accompagne les migrants qui désirent faire homologuer leurs formations antérieures ou qui envisagent de poursuivre leurs études en Catalogne. L'AMIC apporte également un soutien aux migrants dans leur difficile accès au logement privé ou aidé.

57

Janette Vallejo Santes, Porte-parole de l'Association d'Entraide des Immigrants de Catalogne (AMIC)

L'AMIC : UNE ASSOCIATION SOCIALEMENT ET POLITIQUEMENT ENGAGÉE

L'association semble jouir d'une réelle reconnaissance de la part des acteurs publics et privés. Sur demande des collectivités, séduites par son large champ de compétences, l'association a ainsi pu ouvrir près d'une cinquantaine de bureaux-relais de l'association en Catalogne. Cet apparent consensus autour des actions de l'AMIC reflète un intérêt des acteurs publics à collaborer avec le secteur associatif.

L'AMIC & LES ACTEURS PUBLICS : L'ENJEU DE LA COOPÉRATION

Association pionnière dans le domaine de l'aide aux migrants, l'AMIC a pour défi d'institutionnaliser son action dans un contexte économique difficile, à l'approche d'un éventuel basculement politique de la municipalité. Construire un discours convaincant en direction des citoyens, des administrations et également des partis politiques s'avère crucial en termes de visibilité et de légitimité.

Ce discours est permis par la construction de données, dont l'impact médiatique n'est plus à démontrer, en tant qu'il permet de s'adresser directement aux citoyens en pourfendant certaines idées reçues. S'il est ainsi fait grief aux immigrants de saturer les services de santé, l'AMIC a prouvé que seul 1% de ces derniers y avaient en réalité recours.

L'action de l'AMIC en faveur de l'homologation de la formation des migrants s'inscrit dans cette logique. En permettant la reconnaissance du

capital de connaissance des migrants par les acteurs publics, l'association légitime un discours qui vise à faire des migrants une ressource majeure pour le marché du travail catalan, et non une menace. Il s'agit d'interpeller élus et employeurs, en démontrant que migration et qualification sont loin d'être antinomiques.

Du fait d'un contexte économique qui risque de voir se succéder les coupes budgétaires, l'AMIC se doit donc d'agir. Sa capacité à fédérer le secteur associatif autour d'un discours solide doit lui permettre de renforcer ses relations avec administrations et partis politiques, gages de soutien et d'institutionnalisation de son action. Mais si l'AMIC cherche à faire reconnaître sa légitimité et ses compétences par les acteurs publics, ces derniers ont également tout à gagner à travailler avec elle. En effet, l'association comble une partie du vide juridique et institutionnel qui touche notamment le secteur du logement d'urgence à Barcelone.

Au vu du nombre croissant de migrants dans l'incapacité de payer leur loyer, l'AMIC cherche

à soutenir une population délaissée par les mécanismes d'aides publiques classiques. N'ayant accès ni aux refuges, ni aux logements sociaux proposés par la municipalité – faute de revenus stables ou déclarés-, cette population peut bénéficier de logements sous tutelle, les caritas. Les familles de migrants paient alors une part variable du loyer, la différence étant versée au propriétaire par des organismes de tutelles (ONG). Ce mécanisme rend par ailleurs davantage flexible le marché du logement à Barcelone : l'action ne se fait plus nécessairement sur le stock de logements ou sur les constructions, mais sur les individus.

IMMIGRATION & ENJEU ÉLECTORAL

Cette question de l'immigration participe également du jeu politique : au pouvoir depuis plus de trente ans le parti socialiste a tout intérêt à se créer un vivier électoral sur le long terme, alors qu'une partie de la droite catalane peut être tentée de jouer de la question de l'immigration comme argument électoral.

En effet si lors des élections locales les ressortissants de l'UE peuvent voter, la situation est plus complexe avec les populations d'autres pays étrangers. Certains accords existent entre les pays, permettant aux différents ressortissants – des pays démocratiques – de voter lors des élections locales. Par ailleurs, même dans le cadre d'accords bilatéraux, les migrants doivent pouvoir justifier de cinq années de présence sur le territoire. Des critères qui limitent leur intégration politique et que l'AMIC cherche à assouplir.

Ce jeu politique est également prégnant autour de la question des listes communales sur lesquelles chaque habitant est censé figurer : les popula-



tions immigrées peuvent et doivent également s'y inscrire, quelle que soit leur situation, régulière ou non : cette inscription est un droit en tant qu'elle permet le cas échéant d'accéder aux services publics d'aides telle que l'assistance sanitaire, et un devoir en tant qu'elle permet aux communes de recenser plus précisément les populations, notamment migrantes, afin de mieux adapter les services proposés et d'obtenir davantage d'aides de l'État. On comprend dès lors toute la « sensibilité » des informations recueillies, que quelques élus du Parti Populaire de la commune de Vic menaçaient notamment de livrer aux organes policiers une fois au pouvoir, en dépit de la protection juridique entourant ces données.

Dans ce contexte politique incertain, alors que la droite semble pouvoir obtenir une majorité des suffrages aux prochaines élections, l'AMIC s'inquiète moins cependant de l'éventuel changement de majorité, que des coupes budgétaires à venir. En effet, si l'immigration peut être utilisée comme arme politique, notamment par le Parti Populaire, nul doute que l'AMIC, solidement positionnée, sera avant tout considérée comme un outil précieux de gouvernance municipale, permettant de « déléguer » une bonne part des politiques d'accès au logement ou d'aides aux immigrants.

Jean-Baptiste Delapierre, Jean Deysson



BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES ACADÉMIQUES

BORJA, Jordi. « The city, democracy and governability: the case of Barcelona ». In Marshall TIM (ed.), *Transforming Barcelona*. 97-110. Routledge. Oxford. 2004.

BRUGUÉ TORRUELLA, Joaquim, Ricard GOMÀ, Joan SUBIRATS HUMET. « Multilevel governance and Europeanization: the case of Catalonia ». *South European Society & Politics* 5. no. 2. 2001. 95-118.

CLOS, Oriol. « The transformation of Poblenou: the 22@ district ». In Marshall TIM (ed.), *Transforming Barcelona*. 191-201. Routledge. Oxford. 2004.

DUFAUX, Frédéric, Colette VALLAT. « Barcelona métropole méditerranéenne », n°50, 2000, citation de Colette Vallat, Frédéric Dufaux dans *Pérennité urbaine ou la ville par delà ses métamorphoses* : Essence

GARCIA, Marisol. « The breakdown of the Spanish urban growth model: social and territorial effects of the global crisis ». *International Journal of Urban and Regional Research* 34. no. 4. 967-980.

HARTLEY, John. *Creative industries*. Londres. Wiley-Blackwell. 2005.

JACOBS, Jane. *The Death and Life of Great American Cities*. New York, NY. Random House. 1961.

MARSHALL, Tim. « Barcelona - fast forward? City entrepreneurialism in the 1980s and 1990s ». *European Planning Studies* 4. no. 2. 1996. 147-165.

MASSBOUNGI, Ariella. *Barcelone, la ville innovante*. Paris. Le Moniteur Éditions. 2010.

MAURY, Yann, Sébastien MAUJEAN. « Le logement populaire à Barcelone : un oubli dans l'agenda local? ». In *Le logement social dans quatre métropoles européennes: Londres, Rome, Berlin et*

Barcelone. Le rôle des associations. 67-81. Plus. no. 66. 2006.

NÉGRIER, Emmanuel, Mariona TOMAS. « Temps, pouvoir, espace : la métropolisation à Barcelone ». *Revue Française d'Administration Publique*. no. 107. 2003. 357-368.

NELLO, Oriol. « Quatre-vingt douze quartiers, dix leçons » in PTOPI (dir.), *La Loi des Quartiers: Un pari collectif pour la cohésion sociale*. Generalitat de Catalunya/Departament de Política Territorial/Obres Públiques & Unió Europea. 4-20.

OECD. *Reviews of regional Innovation: Catalonia, Spain - Assessment and Recommendations*. 2010.

SUBIRATS, Joan, Joaquim RIUS (dir.). « Transformations » (chap. 1) & « Many Ravals » (chap. 2). In *From the Xino to the Raval: Culture and Social transformation in Central Barcelona*. Centre de Cultura Contemporània de Barcelona. 2006. 11-46.

TER MINASSIAN, Hovig. « La réhabilitation du centre ancien de Barcelone : discours et représentations par les pouvoirs publics (1980-2008) ». *Espaces et sociétés* 3. no. 142. 97-112.

TER MINASSIAN, Hovig. *Ciutat Vella entre réhabilitation et gentrification. Politiques publiques et changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone (1980-2008)*. Thèse de géographie sous la direction de Martine Berger et de Horacio Capel. Université Paris 1 & Universitat de Barcelona. 2009.

ARTICLES DE PRESSE

Dossier spécial « Elecciones Catalanas ». *El País*, 21 novembre 2010. 22-26. Version électronique disponible sur <http://www.elpais.com/especial/elecciones-catalanas/>

« Les nationalistes s'emparent du parlement catalan ». *Courrier International.com*, 29 Novembre 2010 Repris d'*El Periódico de Catalunya*

LEMONDE, AFP, « Sanction en vue pour les socialistes de Zapatero en Catalogne ». *Le Monde*, 28 novembre 2010

LE MONDE, AFP & REUTERS, « Les socialistes sanctionnés en Catalogne ». *Le Monde*, 29 novembre 2010

LATINREPORTERS.COM, « La Catalogne vote : test périlleux pour Zapatero et l'Espagne en crise ». Disponible sur <http://www.latinreporters.com/espagnepol25112010bf.html>

LATINREPORTERS.COM, « Catalogne / élections : le nationalisme balaye la gauche et reprend le pouvoir ». Disponible sur <http://www.latinreporters.com/espagnepol29112010bg.html>

LEPOINT.FR, « Claqué électoral pour Zapatero en Catalogne », 29 novembre 2010

CRÉDITS

COORDINATION ÉDITION : Brigitte Fouilland & Charlotte Halpern

MISE EN PAGE & DESIGN : Antoine Guironnet & Clément Guzman

MATÉRIEL BIBLIOGRAPHIQUE : Léo Drapier

ÉDITION TEXTE - RELECTURE : Lucie Brice, Brigitte Fouilland, Charlotte Halpern, Sophie Perroud, Gautier Jacquemain

PHOTOS : Antoine Bouillot, Antoine Guironnet, Charlotte Yver

CARTOGRAPHIE (P. 3, 26, 41) : Romain Bentegeat

Sources des plans et images, voir sur la page correspondante.

POLICES : Plantagenet Cherokee © (texte) ; Georgia © (texte italique) ; JeanLuc Thin © Studio (titres jour) ; Gill sans (titres compte-rendus, couverture)

Master 2 Stratégies Territoriales & Urbaines, Sciences Po Paris, 2010-2011.